

*l'Anti*capitaliste

N°148 | Juillet-août 2023 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**

JUSTICE POUR NAHEL !

JUSTICE POUR LES QUARTIERS POPULAIRES !



POLYCRISE ET SITUATION
DU CAPITALISME



ÉTUDIANTES ÉTRANGÈRES
HORS UE : L'AUTRE POLITIQUE
MIGRATOIRE, LOIN DES YEUX



LE PAKISTAN A PEUT-ÊTRE ÉTÉ
SAUVÉ, MAIS PAS LES GENS

Sommaire

ÉDITORIAL

Fabienne Dolet Pas de justice, pas de paix P3

PREMIER PLAN

Norbert Holcblat Polycrise du capitalisme, éléments sur la situation économique P4

Thierry Labica

ÉtudiantEs étrangerEs hors UE: l'autre politique migratoire, loin des yeux P10

Farooq Tariq Le Pakistan a peut-être été sauvé, mais pas les gens P13

Vera Sajrawi

Destruction du camp de Jénine: une vague de solidarité inter-palestinienne P15

DOSSIER

Olivier Le Cour Grandmaison *Après le meurtre de Nahel:* penser et combattre les violences des forces de l'ordre P17

Entretien avec Mathilde Larrère Émeutes d'hier et d'aujourd'hui P19

Édouard Soulier Marxisme et racisme P22

Entretien avec Omar Slaouti Penser, comprendre, écouter, pour agir dans les quartiers populaires P25

Hafiza B. Kreje *Le front unique des délinquants:* réunir la classe contre l'ordre capitaliste P29

MARXISME

Laurent Ripart *Le marxisme: un outillage conceptuel toujours fécond pour l'étude des sociétés précapitalistes* P33

FOCUS

Oriane Ornaux *Réforme du RSA:* toujours culpabiliser plus et surveiller plus les pauvres P36

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste*: <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Dans la nuit du 29 au 30 juin à Besançon. © Toufik-de-Planoise / CC BY-SA 4.0



Marche à Paris 20^e contre les violences policières.
© NPA / Antoine Larrache



S'ABONNER

PAR CHÈQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail:
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Fabienne Dolet, Thierry Labica, Antoine Larrache,
Maya Lavault, Héléne Marra, Robert Pelletier,
Laurent Ripart, Julien Salingue.

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Antoine Larrache

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:
0519 P 11509

Numéro ISSN:
2269-370X

Société editrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de
communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Pas de justice, pas de paix

PAR FABIENNE DOLET

En juillet 2020, alors que le monde entier était en émoi après le meurtre de George Floyd, Gérald Darmanin, qui officiait déjà en tant que ministre de l'Intérieur, déclarait « Quand j'entends le mot "violences policières", moi personnellement, je m'étouffe ». L'air a dû lui manquer cruellement depuis fin juin !

La mort de Nahel a révélé avec brutalité ce qui est là depuis des années, voire des décennies : les violences policières ciblées sur les mouvements sociaux ou les habitantEs des quartiers populaires, avec leur cortège de préjugés autoritaires et racistes.

Pour la première fois, grâce à une vidéo amateur, il a été possible de contester la « parole d'un flic ». Pour la première fois, une Première ministre a dû concéder que l'intervention « n'est manifestement pas conforme aux règles d'engagement de nos forces de l'ordre ».

Mais combien de Nahel n'ont pas été filmés ? À commencer par Alhoussein Camara mi-juin à Angoulême. Combien de policiers ont fait des faux en écriture... comme celui qui a tué Nahel ?

Cette exigence de vérité et de justice qui parcourt les quartiers populaires depuis des décennies, qui les enflamme littéralement à intervalles réguliers, depuis Vaux-en-Velin en 1990, ne trouve pas de réponse satisfaisante.

LA POLICE ET LE RACISME

Pour Yassine Bouzrou, avocat de la famille de Nahel, mais aussi de Zineb Redouane et d'Adama Traoré, « il n'y a pas de problème policier en France, il y a un problème judiciaire »¹. Selon lui, c'est la justice qui protège les fonctionnaires mis en cause et qui crée un sentiment d'impunité. Pour d'autres, l'augmentation sans précédent des décès consécutifs à un « refus d'obtempérer » depuis quelques années est liée à la loi Cazeneuve de 2017 qui assouplit pour les policiers l'usage de leur arme. Pour certains, il y aurait certes du racisme parmi les fonctionnaires de police, mais l'institution ne serait pas touchée... Pour nous, le racisme dans la police est systémique (2). Cela ne veut pas dire que tous les agents sont racistes, mais que l'institution qui a vocation à maintenir l'ordre social et voit son poids accru en cas de crise politique, encourage et protège le racisme et les violences policières.

Le communiqué d'Alliance et d'Unsa Police félicitant les « collègues qui ont ouvert le feu sur un jeune criminel de 17 ans » et décrivant les « nuisibles » et les « hordes sauvages », et qui n'a été dénoncé par aucune instance, est un signe de l'imprégnation du racisme et de la violence dans la police, significatives de la progression du fascisme en France.

C'est un peu tout cela à la fois contre lequel une partie de la jeunesse des quartiers populaires s'est soulevée... pour la vérité et la justice, contre le racisme.

AUX ORDRES DES DOMINANTS

Le racisme de la police intervient sur fond de services publics dégradés : école, santé, mais aussi justice, alors que les inégalités sociales sont grandissantes, les conditions de travail se dégradent, la pression à la baisse sur les salaires s'accroît, et le politique n'offre que des réponses comptables, répressives et en faveur des plus riches.

Et le racisme continue de reléguer une partie de la population. Ainsi, une étude de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) de 2021 montre ainsi qu'« en moyenne, à qualité comparable, les candidatures dont l'identité suggère une origine maghrébine ont 31,5 % de chances de moins d'être contactées par les recruteurs que celles portant un prénom et nom d'origine française ».³

L'autoritarisme grandissant en Europe et en France ne fait qu'accentuer les phénomènes. Quand l'État oppose les « violences urbaines » aux « violences policières », pour se poser en garant de l'ordre, nous ne voyons que trop bien à quel « désordre » il veut rallier la majorité. Quand l'État criminalise les écologistes radicaux, aussi.

DÉSARMONS LA POLICE

Nous ne sommes pas de cette gauche qui appelle au calme. Non seulement nous comprenons la révolte, mais nous pensons qu'elle est légitime et qu'elle est politique. Il n'y a pas d'un côté les parlementaires ou les intellectuels qui font de la politique et de l'autre les « émeutiers », transformés par les chaînes d'info en pillards, n'ayant rien à dire. « Le propre de l'émeute, c'est une façon de dire des choses qu'on ne peut pas dire autrement », rappelle justement l'anthropologue Alain Bertho⁴.

Et si le débat est désormais lancé sur les violences policières, c'est avec une grande rapidité que la meute des idéologues et leurs serviteurs n'ont eu de cesse de l'étouffer, de souffler sur le ressentiment des « braves gens » en annonçant vouloir faire payer les dégâts aux parents des mineurs interpellées, en laissant aux racistes de la droite, de la droite extrême et de l'extrême droite le champ libre pour poursuivre la diversion des vrais enjeux de société que sont le travail, les salaires et les services publics, avec leur discours de haine.

Un grand défi se pose au mouvement ouvrier, ses partis, ses syndicats et ses associations : s'unir, poursuivre à la rentrée ses actions de soutien engagées notamment le 8 juillet au côté du collectif Adama Traoré et le 15 juillet au côté du Collectif national contre les violences policières, et mobiliser largement.

Contre le racisme, le racisme d'État, les violences policières et la justice expéditive, nous réclamons le désarmement de la police au contact des populations et l'amnistie pour les personnes interpellées lors des révoltes. Et nous ne nous tairons pas... □

1) Entretien donné au Monde, le 5 juillet 2023.

2) Julien Salingue, « Police et extrême droite, l'œuf et la poule », l'Anticapitaliste n° 670, 13 juillet 2023.

3) Émilie Arnoult, Marie Ruault, Emmanuel Valat, Pierre Villedieu, « Discrimination à l'embauche des personnes d'origine supposée maghrébine : quels enseignements d'une grande étude par testing ? », Dares analyses n°67, 24 novembre 2021.

4) Alain Bertho, « Plus le pouvoir prendra des coups, plus il sera dangereux », Regards.fr, 30 juin 2023.

Polycrise du capitalisme

Éléments sur la situation économique

PAR NORBERT HOLCBLAT

Un terme a aujourd'hui une certaine vogue, celui de « polycrise » utilisé par l'historien économique américain Adam Tooze pour caractériser la situation actuelle où plusieurs crises, actuelles ou potentielles, interagissent. « Une polycrise n'est pas seulement une situation où l'on est confronté à des crises multiples. Il s'agit d'une situation [...] où le tout est encore plus dangereux que la somme des parties. »¹

L'économie mondiale traverse effectivement une phase de crise économique avec d'importantes tendances récessives. Mais, en fait, ce n'est qu'un élément d'une situation complexe :

- le capitalisme est vraisemblablement entré dans une phase de longue dépression...
- où il est de plus en plus sous perfusion publique tandis que s'accroissent les dilemmes de la politique économique,
- tandis que d'un point de vue économique et géopolitique, est en cours d'abord à un « basculement du monde » marqué surtout (mais pas seulement) par la montée de la Chine. Les contradictions interimpérialistes s'accroissent. Tandis qu'à un arrière-plan de plus en plus immédiat s'impose la crise écologique.

BEAUCOUP DE VOYANTS ÉCONOMIQUES SONT AU ROUGE

Cette première partie tente d'éclairer la situation de l'économie mondiale en dix points.

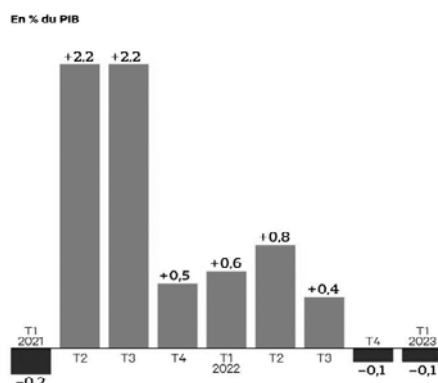
1. Un net ralentissement de la croissance économique

• *En Europe.* Selon les chiffres publiés début juin 2023, le PIB du bloc des vingt pays de la zone Euro a reculé sur deux trimestres d'affilée, avec une contraction de 0,1 % entre janvier et mars 2023, suivant une baisse de même ampleur entre

octobre et décembre 2022. Même s'il s'agit de replis limités, la zone euro est donc officiellement entrée en récession technique début 2023. Cette récession est particulièrement accentuée en Allemagne.

Au niveau global, la contre-performance est notamment due à la faiblesse de la demande intérieure. Les dépenses publiques affichent un net recul, tandis que la consommation des ménages est à la

La croissance dans la zone euro



SOURCE : EUROSTAT

Les Échos

peine dans un contexte d'inflation et de resserrement des conditions de crédit.

En France, selon les prévisions de l'INSEE, la croissance annuelle du PIB retomberait de 2,5 % en 2022 à 0,6 % en 2023.

Les effets du durcissement de la politique monétaire (voir ci-dessous) vont commencer à se faire sentir. Les achats immobiliers des ménages devraient reculer en 2023. L'investissement des entreprises devrait lui aussi ralentir (+ 2,5 %), freiné par la remontée des taux d'intérêt. Enfin, les créations d'emplois devraient devenir moins nombreuses, autour de 175 000, salariés ou non, contre 445 000 l'année dernière.

• *Dans le monde.* Selon les prévisions de l'OCDE, le ralentissement est net dans les principaux pays.

La croissance américaine, de 1,6 % cette année, ralentirait à 1 % en 2024.

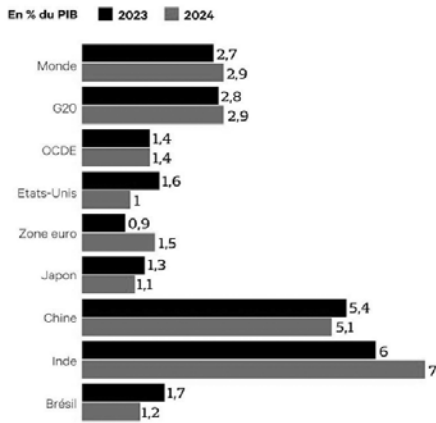
Le PIB chinois a progressé, en 2022, de seulement 3 %. Loin de l'objectif officiel de 5,5 %, et à l'un des rythmes les plus faibles depuis quatre décennies. L'objectif d'une croissance « d'environ 5 % » cette année, que s'est fixé Pékin – l'un des plus faibles depuis des décennies –, reste encore un vœu pieux.

2. **La hausse des taux d'intérêt.** La décision des gouvernements et des banques centrales d'augmenter les *taux d'intérêt* pour combattre l'inflation est une des raisons de la stagnation (voire de la *récession*) et a une série de retombées. C'est par le ralentissement économique et le chômage que la politique monétaire entend

combattre l'inflation au détriment bien sûr des classes populaires.

3. Une très forte augmentation des dettes publiques et privées. La dette publique mondiale a doublé en 11 ans. Elle a progressé de près de 8 % l'an dernier – à taux de change constants – pour atteindre

Les prévisions de croissance



SOURCE : OCDE

Les Echos

le montant record de 66 200 milliards de dollars.

Les taux d'intérêt, bas pendant une longue période, ont augmenté du fait de la politique des banques centrales (hausse des taux, arrêt des achats de titres). D'après la société Janus Henderson, le coût des intérêts atteindrait, en 2025, 2 800 milliards de dollars, soit 2,8 % du PIB mondial attendu. C'est le double de la moyenne des 10 dernières années. Les coûts d'emprunt ont ainsi plus que doublé depuis 2021 pour les pays de l'OCDE.

Mais ce sont les pays pauvres qui sont dans la situation la plus difficile. Après trois décennies de fort recul, l'extrême pauvreté est repartie à la hausse depuis trois ans. La résurgence de l'inflation, amplifiée par la guerre en Ukraine, complique la donne depuis l'automne 2020. La hausse des taux d'intérêt ne fait qu'étrangler un peu plus les pays pauvres. Les écarts de taux d'intérêt avec les titres du Trésor américain ont explosé. Une large partie de leurs recettes publiques est consacrée au service la dette: 26,8 % en 2021 pour le Sénégal par exemple (contre 7,6 % en 2011). D'un côté, la perturbation des chaînes d'approvisionnement (avec la crise sanitaire puis la guerre en Ukraine et les catastrophes climatiques) a fait bondir les prix des aliments et de l'énergie, alimentant la spirale de la misère. De l'autre, l'endettement a étouffé leur reprise post-Covid. Avec la hausse

des taux depuis un an, le poids de la dette menace certains États de faillite. Selon la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne concentre aujourd'hui 60 % de la pauvreté extrême dans le monde et continue de la voir augmenter.

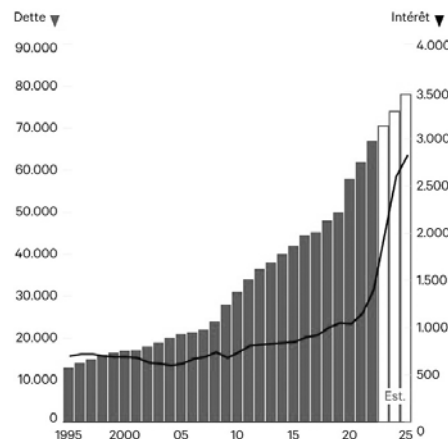
4. Des bulles spéculatives qui peuvent éclater à tout moment et un système financier fragilisé comme en témoignent des faillites bancaires de mars 2023 (quatre banques régionales américaines ainsi que le Crédit suisse). La phase actuelle du capitalisme demeure caractérisée par l'hypertrophie du capital financier qui est un symptôme de la crise latente du système, des blocages de l'accumulation. La finance est désormais décloisonnée: sur le plan géographique et entre les différents marchés où il est possible de faire de l'argent. Les instruments financiers continuent de se multiplier. Les grands acteurs financiers sont de plus en plus puissants et les oligopoles industriels sont financiarisés.

Il faut rappeler que la finance ne crée pas de plus-value mais donne un droit de tirage sur la plus-value produite par ailleurs. Qui se manifeste en premier lieu dans la situation présente par la hausse des dividendes versés aux actionnaires. Cf. le rapport d'Oxfam de juin 2023².

5. L'inflation ralentit mais reste élevée et entraîne une baisse du pouvoir d'achat des classes populaires. Ainsi en France, l'inflation pèse sur les dépenses de consommation qui forment la composante la plus puissante de la croissance. L'an dernier, les revenus ont progressé de 5,1 %. Mais comme les prix à la consommation (selon l'indice officiel, l'IPC, qui a des limites³) ont augmenté de 4,8 %,

La dette publique mondiale et la hausse des charges d'intérêt des gouvernements

En milliards de dollars constants



SOURCE : B. JANUS HENDERSON

Les Echos

le pouvoir d'achat n'a progressé que de 0,3 %.

Cette tendance baissière s'est accentuée. Au premier trimestre 2023, les salaires ont progressé moins vite que les prix. Le pouvoir d'achat a reculé de 0,6 %. Les achats de biens, qui avaient bondi après les confinements, sont sur une pente baissière depuis la fin 2021, avec des chutes spectaculaires sur les produits qui ont le plus renchéri. Ainsi, l'envolée des prix de l'alimentation – qui atteint 13,7 % entre juin 2002 et juin 2023 selon l'Insee – se traduit par une baisse inédite de la consommation de produits alimentaires (- 9,7 % sur un an) révélatrice des privations qui pèsent sur de nombreux ménages. Au-delà des moyennes, l'impact de la hausse des prix est plus important pour les bas et moyens revenus: l'essentiel de leurs gains mensuels va à la consommation (les hauts revenus ont évidemment une plus grande capacité d'épargne) et les dépenses alimentaires (et souvent énergétiques) constituent une plus grande proportion des budgets familiaux. Ces dépenses dépendent en grande partie de facteurs sur lesquels les ménages ont peu de prise à court terme: la composition familiale, les lieux de résidence et de travail, le mode de chauffage du logement...

Malgré ce constat qui peut être transposé à de nombreux pays, la Fed (Réserve fédérale américaine) et la Banque centrale européenne (BCE) restent braquées sur les hausses de salaires (comme en témoignent encore les déclarations de Christine Lagarde fin juin). Bien que divers diagnostics montrent que ce sont les profits qui sont au premier chef responsables des dérapages actuels des prix (voir ci-dessous).

7. L'offre de marchandises: des ruptures de chaînes d'approvisionnement liées aux mesures de confinement pendant la pandémie de coronavirus en 2020 et 2021 (jusqu'en 2022 inclus pour la Chine) ont perturbé la production. Elles sont encore non totalement résorbées pour le secteur des micro-processeurs, dont la production est concentrée dans quelques pays (Taiwan produit 90 % des « puces » les plus performantes). Les producteurs peinent à satisfaire la demande (des facteurs politiques liés à la politique

américaine vis-à-vis de la Chine complexifient aussi la situation).

8. Un secteur économique connaît actuellement une nette expansion: le secteur militaire. Au-delà de l'actualité, les dépenses militaires et les guerres sont intrinsèquement liées au capitalisme et plus précisément pour reprendre à celui, actuel, à celui de la «mondialisation armée» pour reprendre un concept mis en avant par Claude Sarfati⁴ mais l'impact des dépenses militaires sur l'économie est très discuté parmi les économistes de diverses obédiences idéologiques :

- Elles ont certainement un effet keynésien (distribution de revenus et soutien à certaines industries). Elles permettent de palier l'insuffisance de la demande globale. Les auteurs marxistes, dont Ernest Mandel, ont souligné leur impact sur l'industrie et les débouchés. Mandel écrit notamment à propos du rôle des dépenses d'armement: «Ceci confirme le diagnostic de Rosa Luxemburg, avant la Première Guerre mondiale. Elle voyait dans l'économie d'armement "le marché de substitution" – c'est-à-dire de nouveaux débouchés pour la vente de marchandises et la réalisation de la plus-value – par excellence à l'époque impérialiste»⁵.

- Mais on constate, sur le long terme, l'absence de relation cohérente entre le poids des dépenses militaires dans le PIB d'un État et leur impact économique. L'effet de stimulation de la croissance est souvent considéré comme limité par rapport à celui d'autres dépenses publiques et leur montant est une ponction sur des dépenses qui pourraient être plus utiles et efficaces. L'impact sur la recherche-développement est aussi controversé. Claude Serfati a particulièrement traité de cette question. Il affirme notamment à propos de la France: «L'acharnement à justifier les dépenses de défense sur la base de leur utilité pour le système productif va à l'encontre de toute la réalité contemporaine.»⁶ Ceci dit, quand cela leur est nécessaire pour «tenir leur rang» dans la compétition interimpérialiste, politiciens et capitalistes ne sont jamais en panne de justifications pour défendre les budgets militaires et, à l'instar d'Emmanuel Macron, dénoncer le «pognon de dingue» mis dans les politiques sociales. Celles-ci font l'objet d'évaluations et contrôles multiples et

ceux qui en bénéficient sont en permanence suspectés de tricherie alors que les marchés militaires échappent à cette vigilance tandis que les exportations sont un foyer important de détournement d'argent public et de corruption.

- En toute hypothèse, dans le cas de la France, si la production et l'exportation d'armes constituent un des rares points forts de l'industrie (la France est le troisième exportateur mondial), les dépenses militaires n'ont en rien empêché le déclin d'ensemble de l'appareil industriel et sont génératrices d'importations (composants de diverses sortes...).

9. Un point est à première vue actuellement positif: **la situation de l'emploi** avec une hausse du nombre des emplois et un recul du chômage qui apparaît difficile à expliquer dans un contexte de croissance limitée.

Un article de Romaric Godin dans *Mediapart*⁷ montre que l'on peut constater cette distorsion entre emploi et production dans plusieurs pays «occidentaux». Un peu moins forte aux États-Unis, elle est très sensible au Royaume-Uni ou en Allemagne, par exemple. Un des éléments d'explication est la pression sur les salaires: les salaires réels (compte tenu de l'inflation) ont baissé dans la grande majorité des pays de l'OCDE: du 1^{er} trimestre 2022 au 1^{er} trimestre 2023, le recul moyen est de 3,8 %.

En France, les aides massives distribuées aux entreprises ont pu aider certaines entreprises à conserver un niveau d'emploi supérieur à leurs besoins immédiats (dans l'attente, par exemple, que cessent les ruptures d'approvisionnement) mais également maintenir d'autres entreprises en vie alors même que celles-ci auraient dû faire faillite. Par ailleurs un moteur spécifique s'ajoute à toutes les aides à l'embauche, pour soutenir les recrutements: l'apprentissage soutenu par des avantages (pour les employeurs) considérablement augmentés depuis 2018. Ces contrats représentent un tiers des créations d'emplois. Le nombre d'apprentis est ainsi passé de 437 000 fin 2018 à 980 000 fin 2022. Cependant, l'emploi est en train de ralentir: selon l'INSEE, le taux de chômage resterait stable à 7,1 %, de la population active jusqu'à la fin de l'année 2023.

De toute manière, les chiffres globaux sur la création d'emplois ne disent évidemment rien sur la qualité de ces emplois (salaire, type de contrat, durée du travail). L'objectif de plein emploi auquel Macron

se réfère de temps en temps est au mieux un plein emploi statistique (avec un taux de chômage au voisinage de 5 %) assis à la fois sur une augmentation de la pression sur les chômeurs et sur des statuts précaires et bas salaires sur une partie importante de ceux et celles qui seront en emploi. Ce qui renvoie aux analyses de Marx sur l'armée industrielle de réserve: dans *Le Capital* sont ainsi distinguées trois catégories dans cette «réserve» dont une caractérisée par des va-et-vient entre emploi et chômage ainsi que par de bas salaires: «La troisième catégorie de la surpopulation relative, la stagnante, appartient bien à l'armée industrielle active, mais en même temps l'irrégularité extrême de ses occupations en fait un réservoir inépuisable de forces disponibles. Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales...»⁸

10. Les profits. Il est difficile d'appréhender la réalité des taux de profit à partir des données des comptabilités nationales et des informations en provenance des entreprises. Pour l'instant et malgré l'absence de fermetures d'entreprises (qui permettent le relèvement du taux de profit par l'élimination des moins rentables), aux dires même des dirigeants des grandes entreprises, les profits se portent plutôt bien (sauf à mettre en doute non seulement les données statistiques mais les satisfécits en provenance des capitalistes eux-mêmes).

Les profits ont fortement progressé en 2020 et semblent pour l'instant se maintenir malgré la hausse des coûts. Ainsi fin juillet 2022, Carlos Tavares (PDG de Stellantis) affichait fièrement son assurance: si de nouveaux chocs majeurs, comme une récession économique mondiale ou une crise d'approvisionnement en énergie en Europe, ne sont pas des scénarios à exclure, Stellantis serait selon lui de taille à les affronter: «Au premier semestre, notre point mort est tombé à 40 % des ventes, a pointé le dirigeant. Nous pourrions encaisser une baisse de 60 % des ventes, nous serions encore rentables.»

Plus récemment en France, malgré le ralentissement de l'activité et la remontée des taux d'intérêt, le taux de marge a, lui aussi, progressé. Il a atteint 32,3 % de la valeur ajoutée entre janvier et mars 2023, contre 31,9 % aux troisième et quatrième trimestres 2022.

Deux facteurs ont joué en ce sens. Les

profits ont d'abord été dopés par des mesures gouvernementales, qu'il s'agisse de la nouvelle baisse des impôts de production avec la suppression de la moitié de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) ou des aides déployées pour amortir le choc de l'envolée des prix du gaz et de l'électricité pour les entreprises. Ensuite, et c'est un constat général de l'INSEE et de l'Autorité de la concurrence pour la France et de l'OCDE comme du FMI au niveau international, les entreprises ont fait plus que répercuter les hausses de coûts (salaires et biens intermédiaires) et ont donc augmenté leurs profits et contribué à l'inflation. Un document émanant d'économistes

«boucle prix-profits» et non «prix-salaires» mais deux bémols doivent être soulignés par rapport à la *greedflation*:

- L'hétérogénéité des situations des entreprises qui ont plus ou moins de possibilités de remonter leurs prix en fonction de leur taille et de leur place dans les chaînes productives et de distribution;
- Le fait que la «cupidité» dénoncée est une caractéristique permanente du capitalisme, d'autant plus acérée que le rapport de force (c'est-à-dire la monopolisation de l'économie et le rapport capital-travail) le permet.

Au total, malgré l'impact possible des dépenses militaires et les milliards déversés par les Etats pour soutenir les entreprises (voir plus loin le développement sur le «capitalisme sous perfusion»), tous les ingrédients d'un fort ralentissement de l'économie mondiale semblent actuellement réunis.

LA «LONGUE DÉPRESSION»

Ernest Mandel a fourni une analyse et une interprétation des «ondes longues» du capitalisme¹⁰. Ces mouvements pluri-décennaux de l'économie alternent phases expansives et récessives auxquelles se superposent les cycles courts. Les évolutions récentes du capitalisme peuvent amener à s'interroger sur la pertinence maintenue de ce schéma pour les

années postérieures au grand retournement du capitalisme des années 70 (dans la foulée de ce qui a été qualifié de «choc pétrolier»). Sans prétendre ici trancher cette question complexe, il est possible de recourir à une grille de lecture un peu différente, celle de l'économiste marxiste anglais Michael Roberts¹¹.

Celui-ci distingue:

- Les récessions cycliques suivies de périodes d'expansion;
- Les grandes dépressions qui sont des périodes durables de faible croissance moyenne où les reprises restent faibles et limitées. Il y aurait matière à réflexion sur l'articulation entre ces dépressions et la

succession des ondes longues décrite par Mandel.

Pour Roberts, la phase actuelle correspond à la 3^e grande dépression de l'histoire du capitalisme. Elle aurait débuté en 2007-2008 avec le krach financier puis la récession mondiale. La période de croissance faible a ensuite été marquée par la crise du coronavirus et la guerre en Ukraine.

L'OCDE dans ses prévisions de juin dernier met aussi l'accent sur le fait que la croissance des pays industrialisés va rester faible pour des raisons structurelles qui s'ajoutent aux divers aléas:

- La baisse de la productivité du travail.
- L'investissement en capital productif dans les économies de ses pays membres a été bien plus faible depuis 2010 qu'il ne l'avait été au cours des décennies précédentes. Le cas du Japon est significatif: dans les années 1980, la croissance du capital productif dépassait les 5 % l'an. Depuis 2010, c'est quasiment zéro. Pour la zone euro, les chiffres sont passés respectivement de près de 3 % à moins de 1 %.

Il existe un décalage entre le discours ambiant, les constats que beaucoup d'entre nous peuvent faire et, d'autre part, les données macro-économiques: les nouvelles technologies de l'information (TIC) persistent à ne pas générer d'accélération des gains de productivité. L'INSEE, pour sa part, a dégagé des effets différenciés de l'informatisation selon les secteurs mais a aussi noté «*l'essoufflement progressif des gains de productivité à l'échelle de l'économie toute entière, comme on peut l'observer en France ou dans la plupart des pays développés*»¹².

L'expansion de la part des services dans le PIB fournit un élément d'explication et également le fait que certaines activités reposent plus sur l'emploi à bas salaire et parcellisé que sur la technologie. Mais, globalement, cette situation reste mal expliquée.

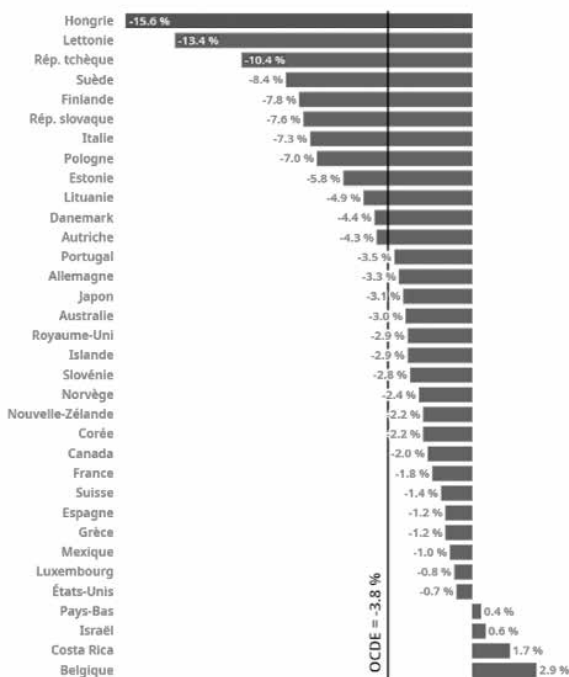
LA PANDÉMIE: UN CAPITALISME SOUS PERFUSION

Lorsque la pandémie a éclaté, le capitalisme – du moins dans les pays de l'OCDE – continuait de supporter les conséquences de la crise de 2008-2009: la crise dite des «subprimes».

De façon générale, le capitalisme a été mis sous perfusion. Le 12 mars 2020, Emmanuel Macron annonçait que le

» Croissance des salaires réels

Variation en %, T1 2023 vs T1 2022



Note : Les salaires réels correspondent à la rémunération par salarié corrigée par le déflateur des dépenses de consommation. Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2023.

du FMI évalué à 45 % la part de l'inflation attribuable aux profits dans la zone Euro entre le début 2022 et le début 2023. Un terme fait actuellement fureur en Grande-Bretagne et aux États-Unis: *greedflation* (inflation de la cupidité).⁹

Des travaux récents de l'Insee mettent ainsi en lumière les profits substantiels réalisés par l'industrie agroalimentaire dont l'excédent brut d'exploitation a culminé à 7 milliards d'euros au premier trimestre, soit 18 % de plus qu'au cours des trois mois précédents. Dans la foulée, le taux de marge du secteur a été propulsé à 48 %.

Il y a effectivement actuellement une



gouvernement ferait face au coronavirus «*quoi qu'il en coûte*». Sans le proclamer forcément avec autant d'emphase, les différents États ont accru leurs dépenses bien au-delà des objectifs budgétaires affichés antérieurement. Au «laxisme» des banques centrales qui durait depuis la crise de 2008-2009, se sont ajoutés des soutiens budgétaires massifs aux entreprises (et, dans une beaucoup plus faible ampleur, des aides aux chômeurs).

Ces politiques ont eu comme conséquence que la profonde récession ne s'est pas accompagnée de destruction de capital: il n'y a pas eu durant la crise du Covid de grandes faillites (une exception: des chaînes de grands magasins aux États-Unis). Si on revient en arrière, ce n'est pas un phénomène totalement nouveau.

En fait, pour les banques et les très grandes entreprises, les faillites semblent de moins en moins une réalité dans le capitalisme actuel. Les grandes banques sont sauvées par les États par crainte des risques potentiels que leur chute impliquerait (en application de la règle «*too big to fail*»). Quant aux grandes entreprises de l'industrie et des transports, elles restructurent, suppriment des emplois, ferment des établissements et reportent leurs difficultés sur les sous-traitants.

Une autre conséquence de ces soutiens est qu'il n'y a pas eu de destruction de capital fictif. Bien au contraire, grâce aux achats massifs de titres par les banques centrales, les marchés financiers ont rapidement continué de prospérer et les milliardaires de s'enrichir (au niveau mondial, leur richesse augmenta de

1 900 milliards en 2020).

Dans la zone Euro, les règles limitant les déficits budgétaires et les aides de l'État ont été temporairement suspendues. La BCE a augmenté ses interventions. De plus, innovation importante, a été créé en juillet 2020 un fonds européen de relance (baptisé Next Generation EU) financé par un emprunt émis par l'Union européenne. Certains, y compris à gauche, ont voulu voir dans ces mesures l'annonce d'un tournant fondamental et «progressiste» de l'UE qui aurait commencé à s'affranchir des règles budgétaires issues du traité de Maastricht et des accords qui l'ont suivi. De façon plus lucide et réaliste, l'économiste américain Adam Tooze déjà cité a souligné que les mesures budgétaires et autres prises en 2020 aux États-Unis, dans l'Union européenne et ailleurs avaient une «*logique fondamentale [...] conservatrice*»¹³. Il s'agit en effet de sauver le système et ses acteurs (banques, grandes entreprises). Pour cela, même les plus néolibéraux sont prêts à dépenser, quitte à revenir plus tard à l'austérité.

APRÈS LE COVID, L'UKRAÏNE

Après le pic de la pandémie, l'optimisme qui a suinté des discours des dirigeants, pressés de renvoyer aux oubliettes la pandémie et ses conséquences, a rapidement été terni.

A d'abord prévalu en effet une analyse selon laquelle les problèmes s'expliquaient essentiellement par la réactivation soudaine de l'économie après les restrictions sanitaires et les confinements. Cette analyse tirait un trait sur les causes structurelles. Ainsi, les pénuries (matières

premières, composants électroniques, pièces détachées) renvoient à des caractéristiques du modèle néolibéral (éclatement des processus productifs, juste-à-temps, zéro stock).

L'agression contre l'Ukraine et ses conséquences ont accru les tensions économiques:

- Tout d'abord, les tensions inflationnistes: pétrole, gaz, céréales, etc. Dans la foulée, les prix à la consommation qui augmentaient déjà ont commencé à franchement dérapier. La remontée de l'inflation a suscité un flot de commentaires et d'analyses. Les économistes dominants incriminent la boucle prix-salaires: pour eux le risque est que la hausse des prix réveille le «monstre qui dort» (les revendications salariales). Mais en fait, ce qui est en cause aujourd'hui, c'est (comme développé ci-dessus) une boucle profits-salaires.

- Ensuite, les tendances récessives: depuis le début de 2022 le FMI ne cesse de réviser à la baisse ses prévisions de croissance.

DILEMMES ET CONTRAINTES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Pour lutter contre l'inflation, gouvernement et Banques centrales utilisent l'arme des taux d'intérêt qui renforce les tendances récessives. Face aux tensions inflationnistes, dès avant l'invasion de l'Ukraine, les Banques centrales avaient décidé de sortir des politiques d'«argent facile» et d'augmenter les taux d'intérêt pour calmer l'inflation. Pour l'instant, elles s'en tiennent à cette orientation. Mais cela ne peut qu'approfondir les tendances dépressives et accroître les difficultés des pays du Sud.

La dette publique renforce la surveillance des agences de notation. La note d'un pays exerce une influence sur le coût auquel il peut financer sa dette sur les marchés financiers. Les agences de notation sont des entreprises privées (trois importantes existent dans le monde) dont le rôle est de donner des informations sur la solvabilité d'un émetteur de dette, c'est-à-dire sur sa capacité (ou sa volonté) à rembourser ses emprunts. Plus les investisseurs considèrent qu'ils prennent un risque important, plus la rémunération (taux d'intérêt) qu'ils demandent est élevée. D'où la volonté, surtout dans la zone euro, de comprimer les dépenses budgétaires pour maîtriser les déficits puisque la doxa néolibérale interdit les hausses d'impôt.

La faiblesse des gains de productivité

Techno-optimistes et techno-pessimistes

L'émergence des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les évolutions consécutives de l'appareil productif ne sont pas sans rappeler les révolutions industrielles passées (mécanisation de la production ou apparition de l'électricité). Cependant, les gains de productivité escomptés ont tardé à se faire sentir: dès la fin des années 1980, le prix Nobel d'économie Robert Solow s'étonnait ainsi du paradoxe que «*les ordinateurs [soient] présents partout hormis dans les statistiques de productivité*» (Solow, 1987). Par ailleurs, au vu de l'essoufflement des gains de productivité sur la période récente, notamment dans les secteurs non producteurs de TIC, les gains de productivité à venir des TIC font débat, opposant techno-pessimistes et techno-optimistes. Pour les premiers, les gains de productivité seraient déjà épuisés dans la mesure où l'efficacité générée par l'usage des TIC peut s'amenuiser à mesure que l'appareil de production en est davantage équipé (par exemple, Gordon, 2015). Pour les autres, les effets de cette révolution technologique sont encore à venir et une accélération de la productivité pourrait se manifester avec la réduction progressive des coûts de transition, comme à l'époque de la diffusion de l'électricité (par exemple, Brynjolfsson, Rock et Syverson, 2017).

impose, pour maintenir le taux de profit, de comprimer les salaires (ou d'augmenter les prix pour les entreprises qui le peuvent) ce qui pèse sur la demande. La conscience existe chez certains gouvernants et dans certains milieux économiques qu'il faudrait reréglementer la finance pour éviter de nouvelles secousses majeures. Mais les instruments mis en place (accords de Bâle 1, 2, 3) sont insuffisants ou contournés par les acteurs financiers. S'y attaquer serait remettre en cause tout l'édifice actuel caractérisé par l'hypertrophie du capital financier et son emprise sur les gouvernements et les appareils d'État.

Quant à la crise écologique, si la conscience s'en généralise tant bien que mal (avec des retards par rapport à son accélération), les États en symbiose avec le grand capital se révèlent incapables d'y faire face car cela signifierait au minimum des incursions dans la logique du profit. Il s'agit donc surtout, plutôt que de lutter contre le réchauffement climatique de «vivre avec» en y trouvant des occasions supplémentaires de profit et d'investissement.

UN AUTRE MONDE ?

La «grande dépression» s'accompagne de modifications structurelles d'ampleur du capitalisme qui seront ici inégalement explicitées.

- Une nouvelle phase de la mondialisation. Il ne s'agit pas d'une démondialisation mais d'un redéploiement du commerce international et des chaînes de valeur. Le commerce mondial, qui augmentait avant 2010 deux fois plus vite que le PIB, décélère. Il y a plusieurs explications: la hausse des coûts de transport, l'augmentation des salaires en Chine, l'accélération de la robotisation des chaînes d'assemblage ou encore les problèmes de délais de livraison, de qualité ou de sécurité des produits délocalisés. Les effets sont différenciés selon les secteurs. Interviennent aussi des facteurs politiques qui poussent soit à inciter les industriels à réimplanter certaines activités sur un territoire, soit à une mondialisation entre pays jugés «sûrs». «À côté des relocalisations, il y aura un mouvement vers une mondialisation entre amis, dans laquelle des biens stratégiquement clés sont produits chez soi ou par des pays alliés» a ainsi écrit l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans un document sur les conséquences de la guerre en Ukraine.
- Un capitalisme qui combine, pour le

plus grand bonheur des entreprises et de leurs actionnaires, néolibéralisme et crédits publics. Pour s'en convaincre, il n'y qu'à compter les milliards de dollars déversés aux États-Unis, en Chine et dans l'Union européenne pour soutenir le développement d'usines de micro-processeurs ou de batteries pour les véhicules.

- Un basculement du monde qui se traduit d'abord par la montée de la puissance chinoise: économique, militaire et politique. Les indices en sont nombreux, et pas seulement économiques: sur le terrain de la politique internationale, la Chine a favorisé récemment un rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite et a réuni une conférence des États ex-soviétiques d'Asie centrale sans la participation de la Russie. Mais dans certains secteurs, la Chine reste à la traîne: malgré des efforts démesurés, elle ne produit pas encore les micro-processeurs les plus avancés.

- Les États-Unis ont marqué un point important en revigorant l'OTAN. Par ailleurs, Biden veut renforcer l'économie américaine dans les technologies nouvelles et face à la Chine. Il a fait adopter au Congrès plusieurs grands programmes malgré les difficultés avec les républicains (qui bloquent surtout les volets sociaux de ces programmes). D'abord, un programme de grands travaux pour remettre en état les infrastructures: ponts, autoroutes, canalisations, réseaux internet... représentant une nouvelle dépense fédérale de 550 milliards de dollars. Puis l'«Inflation Reduction Act», un programme de 430 milliards de dollars destiné à accélérer la transition énergétique avec des produits «Made in America». Enfin le «CHIPS Act», (280 milliards sur dix ans), qui doit doper l'installation aux États-Unis d'usines technologiques de pointe. Ces programmes suscitent des inquiétudes en Europe car ils favorisent les entreprises américaines ou bien les entreprises européennes qui s'installent aux États-Unis. De plus, les USA ne veulent pas simplement développer leurs capacités de production mais aussi peser sur le développement de celles de la Chine: ils ont ainsi réussi en mars 2023 à imposer à la firme néerlandaise ASML, productrice de machines permettant de fabriquer les «puces» les plus performantes, de limiter ses ventes à la Chine.

- L'Europe est défavorisée par le contexte de militarisation du monde,

s'efforce d'y faire face mais est prise en tenaille entre les États-Unis et la Russie (qui reste évidemment une puissance militaire malgré ses difficultés en Ukraine). Dans l'Union européenne, les différents États membres sont en concurrence pour attirer les investissements: Tesla, usines de batteries et de micro-processeurs, etc.

- Enfin, même si ça ne sera pas développé ici, la prégnance de la crise écologique qui renvoie à une limite à laquelle se heurtera de plus en plus le capitalisme même dans les pays du cœur du système. Jusqu'à présent ceux-ci (notamment de par leur climat plus ou moins tempéré) pouvaient penser que le réchauffement climatique et son impact concernaient avant tout des îles du Pacifique, le Bangladesh, le Sahel, etc. Ce n'est plus le cas... même si, comme cela a été vu plus haut, les dominants ne sont pas prêts à vouloir y faire réellement face.

En conclusion, il faut revenir sur le terme de «polycrise», il y a effectivement diverses crises qui s'imbriquent et combinent leurs ravages mais, derrière elles, un fondement sous-jacent décisif: les impasses du capitalisme, un système dont les contradictions s'aiguisent mais ne peuvent déboucher sur une alternative non-régresssive que par l'action de «ceux d'en bas». □

1) Adam Tooze, *Chartbook #130 Defining polycrisis - from crisis pictures to the crisis matrix* (substack.com).

2) *Rapport-Oxfam-SBF - dividendes_DEF.pdf* (oxfamfrance.org).

3) *Sur le problème de la mesure de l'inflation, voir Inflation: la lutte des classes par les prix, Institut la Boétie. Ce document constitue une assez bonne synthèse sur l'inflation actuelle, ses causes et ses conséquences.*

4) Claude Serfati, *La mondialisation armée, Textuel, 2001.*

5) Ernest Mandel, «Europe: Relance et austérité», août 1992.

6) Claude Serfati: «L'acharnement à justifier les dépenses de défense sur la base de leur utilité pour le système productif va à l'encontre de toute la réalité contemporaine», *osintpol*

7) «Le coût élevé de la hausse de l'emploi», *Mediapart*

8) Karl Marx, *Le capital, livre I, XXV.IV.*

9) Robert Reich, 1^{er} juin 2023, «It's greedflation, stupid», *substack.com*.

10) Ernest Mandel, *Les ondes longues du développement capitaliste. Une interprétation marxiste, Syllepse 2014 avec la postface de Michel Husson reproduite sur le site de Contretemps, «La théorie des ondes longues et la crise du capitalisme contemporain».*

11) Voir en français un entretien avec Romaric Godin du 4 juin 2023 «Le capitalisme traverse une longue dépression», *Mediapart*.

12) INSEE, 2018, «Informatisation, productivité et emploi: des effets différenciés entre secteurs industriels selon le niveau technologique», *Insee Analyses* 41.

13) Adam Tooze, *L'arrêt - Comment le Covid a ébranlé l'économie mondiale, Les Belles Lettres, 2022.*

ÉtudiantEs étrangerEs hors UE : l'autre politique migratoire, loin des yeux

PAR THIERRY LABICA

Chaque année, nombre d'étudiantEs étrangerEs hors UE candidatent pour poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur (ESR) français. Sur son site, Campus France (l'agence chargée, depuis 2010, de promouvoir l'ESR à l'étranger), se flatte d'une attractivité non démentie de la France avec 365 000 étudiantEs étrangerEs en 2022, soit une augmentation de 18 % en cinq ans.

Ce triomphalisme convenu ne dit rien, cependant, de réalités d'une tout autre nature. Il y a d'abord le fait, par exemple, qu'au regard de la progression des mobilités étudiantes à l'échelle mondiale – 6 millions d'étudiantEs en 2022 (en croissance de 35% en cinq ans), la France est à la traîne de la dynamique générale, au point d'être passée du 3^e (et 1^{er} rang des pays non-anglophones) au 7^e rang des pays d'accueil des étudiantEs étrangerEs entre 2014 et 2022. Mais il y a surtout la brutalité administrative ordinaire à laquelle sont soumis ces étudiantEs non issus de l'UE dans le monde lointain, peu visible et peu audible, des services consulaires. Comme l'ont constaté divers observateurs ces dernières années, les démarches pour l'obtention d'un visa étudiant se font au prix de coûts personnels, tant financiers que psychologiques, exorbitants. On va y revenir.

En amont des multiples dispositions anti-immigrés adoptées à l'Assemblée nationale, trois facteurs, au moins, convergent pour convertir ce simple droit de se déplacer, en l'occurrence pour étudier, en prise de risque et grave mise en danger de soi.

EFFONDREMENT DES SERVICES CONSULAIRES, SANCTIONS ET DÉRIVES DE L'EXTERNALISATION.

On pense d'abord, au niveau le plus

général, aux effets induits par l'érosion des services diplomatiques dont les personnels et les ressources ont subi les mêmes agressions que l'ensemble de services publics au cours de la période récente. L'Avis sur le projet de loi de finances pour 2023, présenté au nom de la commission des affaires étrangères (octobre 2022), est très clair sur ce sujet : le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a perdu 50 % de ses personnels en trente ans : « S'il faut se satisfaire de chaque création de poste au Quai d'Orsay, note l'auteur de l'Avis, [les] 106 effectifs supplémentaires [annoncés en 2022] n'en apparaissent pas moins marginaux une fois rapportés aux milliers de postes supprimés au cours des trois dernières décennies. Il faut bien mesurer que 106 ETP [équivalents temps plein], c'est moins que les 160 ETP que le ministère a supprimés sur la seule année 2019 ». Détail intéressant, au passage : « Dans les ambassades, les diplomates sont souvent devenus minoritaires par rapport aux personnels de la mission de défense ou du service économique. »

À cela s'ajoute, dans les consulats, des méthodes d'évaluation basées sur des « indicateurs de performances » qui ne tiennent aucun compte d'activités « humaines » complexes et non quantifiables. D'où, note le rapporteur, le fait que « Parmi les services qui souffrent le

plus, il faut mentionner les consulats, en particulier les services des visas. À New Delhi, par exemple, les moyens ont été tellement réduits que le service de l'état civil est partiellement fermé et que le consulat a un retard d'environ 3 000 demandes de visa non traitées. »

Pour finir, littéralement, Macron a décidé, fin 2021, de la suppression pure et simple du corps diplomatique, sans « aucune réelle discussion à l'Assemblée nationale. La réforme a en effet été menée par ordonnance grâce à l'autorisation donnée par l'article 59 de la loi de la transformation publique de 2019. » Dans ces conditions, fait particulièrement rare, les personnels de ce ministère ont répondu par une grève largement suivie le 2 juin 2022.¹

Ensuite, et plus conjoncturellement, il y a eu les sanctions prises en septembre 2021 contre trois pays du Maghreb pour leur refus de rapatrier leurs ressortissants en situation irrégulière : baisse de l'attribution des visas « drastique » et « inédite », selon les termes du porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal. Le caractère ouvertement discriminatoire de cette punition collective a été dénoncé dans un appel, signé par près de 120 organisations des deux rives de la Méditerranée (dont le NPA), et qui observait entre autres que « Demander aujourd'hui un visa auprès des autorités consulaires françaises ou européennes (espace Schengen)



Paris, 18 décembre 2022, marche des solidarités.
© Photothèque Rouge /Martin Noda / Hans Lucas.

de l'un des pays du Maghreb, est un véritable parcours du combattant et, le plus souvent, une humiliation supplémentaire pour l'immense majorité de celles et ceux qui en font les démarches.»²

Ces sanctions n'ont fait cependant qu'exacerber une politique beaucoup plus générale déjà en cours et que le rapport Hermelin (« Propositions pour une amélioration de la délivrance des visas », avril 2023) résume assez bien : « Les agents des services des visas reçoivent de facto, et quasiment exclusivement, des instructions restrictives [...]. Les diplomates chargés de notre influence ont le sentiment que les services des visas n'adhèrent plus à cette mission tant la crainte de laisser passer un visiteur qui ne reviendrait pas dans son pays mais s'établirait en France est devenu le moteur principal et presque exclusif de l'instruction des dossiers. » Pour le rapporteur, il ne fait pas de doute que « Le cas de l'accueil des étudiants africains est particulièrement critique. »³ En cela, on semble reconnaître en 2023 ce qu'observait déjà la Cimade... en 2010 : « Loin des yeux, loin des observateurs de la société civile, la délivrance des visas est ainsi devenue un élément clé dans la politique d'immigration : le sort de l'immigration familiale, des étudiants, des familles de réfugiés, se décide désormais tout autant dans le pays de départ que dans les préfectures.

Se met ainsi en œuvre une sorte d'externalisation rampante de la gestion de l'Immigration ». Et d'observer si justement : « Ce n'est pas un hasard si le ministère de l'Immigration a tout fait pour contester au ministère des Affaires étrangères, et finalement l'obtenir, la tutelle et l'autorité sur les services des visas. »⁴

Ce qui nous conduit au troisième facteur. Depuis la fin des années 2000, la France a fait le choix d'externaliser le travail de réception et de gestion des demandes de visas en amont de consulats en sous-effectif chronique (et équipés depuis d'un logiciel, « France visa », induisant « un temps d'instruction supplémentaire, incompatible avec la situation à flux tendu de la plupart des services consulaires. »)⁵

Dans son rapport d'information de juin 2007 sur le service des visas, le sénateur A. Gouteyron jugeait alors l'externalisation « souhaitable et nécessaire », vraie « source d'une amélioration de service » pour les demandeurs de visas. Outre ces bienfaits promis, le sénateur ouvrait une perspective nouvelle au plus stricte parasitisme capitaliste : « Pour un consulat, le traitement d'un dossier de visa est une dépense. Pour une société privée, une demande de visa est une recette. Plus précisément, la constitution du dossier de demande de visa peut être à l'origine de recettes multiples » : frais de prise de rendez-vous,

de constitution de dossier, d'accès à de nouveaux horaires, de photocopies, de photos aux normes, de remise du passeport par coursier, de courriel ou de sms d'information...!⁶ Aubaine sans limite.

Deux sous-traitants sont rapidement devenus des protagonistes majeurs à échelle globale sur ce nouveau marché de clients captifs : TLScontact, basé au Luxembourg et maintenant présent dans 90 pays, et VFS Global, créé en 2001, d'abord filiale des agences de voyage Kuoni (Suisse) et prestataire d'un seul et unique État encore en 2005, puis de 10 autres deux ans plus tard, puis de 44 (dont 25 de l'UE), avec plus de 800 centres à travers le monde.

Résultat très régulièrement constaté : en guise d'« amélioration », les étudiants algériens, marocains, tunisien, sénégalais, entre autres, ont eu droit à ce qu'il faut se contenter de résumer ainsi : opacité, arbitraire, intrusion, humiliation, négligence, incompétence, rapacité et extorsion assumées, et corruption.

En outre, et comme s'en préoccupe le rapport Hermelin – avec treize ans de retard sur la longue enquête de la Cimade⁷ – cette pénurie organisée n'a pas tardé à devenir l'occasion de nombre de trafics pour l'obtention de

créneaux de rendez-vous, pré-réservés pour être revendus à bon prix. Au passage, et comme le notait déjà la Cimade, on comprend comment les passeurs peuvent devenir le stade ultime de cette logique d'émanation strictement étatique.

UNE INSUPPORTABLE DUPLICITÉ D'ÉTAT.

Ce vandalisme et ce racket officiels, documentés de toutes parts et de longue date⁸, éveillent désormais la déploration et l'inquiétude de parlementaires qui y reconnaissent une source du « sentiment anti-français »⁹, dans les pays du Maghreb et d'Afrique notamment (quand d'autres – Mme la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, C. Colona, en tête – se contentent encore d'en attribuer la responsabilité à une simple propagande étrangère hostile).

On comprend, toutefois, le peu d'empressement de l'État français à corriger les choses. Les recettes ne sont pas au seul bénéfice des prestataires : pour l'État, les recettes tirées de l'activité visas (étudiants) sont passées de 210,4 millions d'euros en 2017 à plus de 222 millions en 2021, rapporte Michael Pauron. Et en l'absence de toute possibilité de remboursement en cas de refus (même une fois payés le billet d'avion et l'inscription dans la formation où l'on a déjà été accepté), plus de demandes égalent plus de recettes : « Bienvenue en France » !

En Grande-Bretagne, un scandale s'est fait jour en 2019, lorsque l'incurie et le cynisme généralisés de l'entreprise VFS Global se sont avérés rapporter une recette de 1,6 milliard de livres sterling au ministère de tutelle pour la période 2014-2019, soit une multiplication par neuf du revenu tiré de la délivrance de visas au cours des cinq années précédant le début du contrat de sous-traitance avec VFS.

Les étudiantEs étrangerEs sont prisEs dans l'état des discours et des politiques discriminatoires et anti-immigrés, et du double attrait de la manne économique qu'ils et elles représentent, au départ et à l'arrivée, quand – et si – ces étudiantEs arrivent. En effet, outre les recettes tirées de la sous-traitance consulaire, il y a l'apport net que représentent ces

étudiantEs pour l'économie française, soit, selon l'enquête conduite par Campus France en 2022, 1,35 milliard d'euros (avec 873 millions d'euros de recettes pour les établissements français). Il revenait à E. Macron d'être l'incarnation stricte de cette hypocrisie. Le rapport Hermelin, bien que fort peu satisfaisant sur l'essentiel, le fait comprendre avec une candeur louable : « *Le Président de la République a appelé les jeunes de France et d'Afrique à se rencontrer et à se mieux connaître. [...] Les taux considérables de refus ne sont pas sans conséquences : ils alimentent des communications négatives à l'endroit de notre pays* » (p.5). Et à nouveau : « *La contradiction apparente [sic] entre une politique d'attractivité (discours d'Ouagadougou, agenda transformationnel en Afrique embarquant la jeunesse, les artistes, les sportifs...) et une politique migratoire restrictive génère de l'incompréhension et du mécontentement, en particulier dans certains pays africains.* » (p.24).

Le chef de l'État joue ainsi les rabatteurs pour le compte de services externalisés payants, preneurs du plus grand nombre de demandes possible que les consulats se trouvent, eux, dans l'incapacité tant politique qu'administrative de traiter. Cette tromperie, de surcroît, redouble celle pratiquée pour le compte de « formations sans intérêt réel promues par des intermédiaires et établissements peu scrupuleux [...] certaines écoles qui se sont habituées à prospecter à l'international sans avoir validé l'intérêt des formations qu'elles offrent. » (p.18) Et entre pénurie organisée, fausses promesses, et désespoir, peut dès lors s'ouvrir un marché secondaire de la combine, de l'arnaque, et du voyage dont beaucoup ne reviennent jamais.

L'État tire donc un triple profit des aspirations de la jeunesse étudiante, entre dividendes de l'escroquerie systémique de l'externalisation, excédents budgétaires tirés des étudiantEs étrangerEs (et de leur entourage) qui sont parvenuEs à rejoindre une formation en France (dont les frais d'inscription, pour elles et eux, ont explosé depuis 2018 dans nombre d'universités suite au lancement du programme « Bienvenue

en France »), et sans oublier les « gains » de l'instrumentalisation politique archi-toxique de cette population assimilée, de fait, au bouc émissaire de « l'immigration ».

Mais, et le gain pour les étudiantEs arrivés en France ? Le plus souvent, suite à un visa remis avec des semaines de retard anxiogène : un premier semestre tronqué, débuté en octobre ou novembre, des difficultés accrues pour régler les nombreuses formalités d'installation et se familiariser avec un milieu universitaire nouveau, et au bout du compte, une mise en échec difficilement évitable, condamnant à repasser des sessions entières de rattrapage, et à une nouvelle inscription pour un redoublement qui permettra d'enfin faire une année complète, avec un an de retard, des frais supplémentaires et la certitude de se sentir floué. De leur côté, dans la méconnaissance de ces situations, nombre d'enseignantEs en viendront à conclure que « de toute façon, ces étudiantEs n'ont pas le niveau ».

On le voit, pourtant : un tout autre regard sur l'immigration, un tout autre discours, une tout autre politique, sont possibles, indispensables et urgents. De l'air ! Et les étudiantEs étrangerEs sauveront ce pays. □

1) Avis, n°273, « Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde, français à l'étranger et affaires consulaires », Tome 1, présenté par V. Seitlinger, député, p.20, 18, 74, 24. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_afetr/l16b0337-ti_rapport-avis

2) <http://www.citoyensdesdeuxrives.eu/2022/09/14/la-politique-des-visas-discriminations-et-injustice/>

3) Paul Hermelin, https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/mission_visas_-_rapport_hermelin_2023_cle0815b1.pdf, p.5 & 6

4) « Visa refusé : enquête sur les pratiques consulaires en matière de délivrance des visas », la Cimade, juillet 2010, p.3. <https://www.lacimade.org/publication/visa-refuse-enquete-sur-les-pratiques-consulaires-en-matiere-de-delivrance-des-visas/>

5) Avis, p.15

6) https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_d_information_no353_-_Visas.pdf, p.103

7) « Visa refusé », la Cimade, p.21-22

8) Cf. « Visa refusé », la Cimade ; sur l'accumulation des frais, cf. Hicham Jamid <https://theconversation.com/debat-bienvenue-en-france-aux-etudiants-etrangeurs-vraiment-107291>. Voir également, Michael Pauron sur le site d'Afrique XXI, en particulier : « Visa pour la France, le business des frontières fermées », et du même auteur, Les ambassades de la Françafrique : L'héritage colonial de la diplomatie française, Lux, 2022.

9) Cf. Avis 273, p.85-86, et Rapport Hermelin p.17. La Cimade avait quand elle pris le temps d'écouter les premierEs concernés, que treize années-lumières, au moins, séparent des commissions et rapporteurs parlementaires.

Le Pakistan a peut-être été sauvé, mais pas les gens

PAR FAROOQ TARIQ

Le 12 juillet 2023, le conseil d'administration du Fonds monétaire international a approuvé un prêt conditionnel plus important que prévu d'une valeur de 3 milliards de dollars pour le Pakistan. L'actuel gouvernement de coalition, dirigé par le Premier ministre Shahbaz Sharif, a salué ce prêt, connu sous le nom d'accord de confirmation (Stand-By Arrangement, SBA), comme une grande victoire pour le Pakistan. Les porte-paroles du gouvernement ont publiquement reconnu que sans cet accord, le pays se serait retrouvé en défaut de paiement.

Le jour où le prêt du FMI a été approuvé, le prix de l'électricité a augmenté de 5 roupies par unité. Le département du gaz a également annoncé une augmentation des prix, car cela faisait partie de l'accord avec le FMI. La mise en œuvre des conditions du prêt a entraîné une hausse des prix sans précédent dans tout le pays.

En outre, le taux d'intérêt a déjà atteint 21% et de nombreuses subventions publiques ont été supprimées. De nouvelles taxes ont été imposées aux secteurs de l'immobilier et de la construction, tandis que la taxe sur les produits et services (TPS) a été augmentée de 1%. Des discussions sur un nouveau mini-budget sont en cours, ce qui pourrait entraîner de nouvelles vagues d'imposition. Ces mesures fiscales touchent principalement

les citoyens ordinaires, car la charge fiscale pèse lourdement sur eux. Malgré l'introduction d'une nouvelle supertaxe de 1 à 10 % sur les particuliers et les entreprises fortunés depuis mai 2022, il n'existe actuellement aucun mécanisme efficace pour collecter les impôts des riches.

Pour obtenir l'accord de confirmation de 3 milliards de dollars, le Pakistan a payé 12 milliards de dollars au titre du service de la dette extérieure au cours de l'exercice 2022-2023. Outre le prêt du FMI, le Pakistan a également reçu un prêt de 2 milliards de dollars de l'Arabie saoudite et un prêt de 1 milliard de dollars des Émirats arabes unis (EAU). Ces prêts ont temporairement atténué le risque de défaut de paiement pour le Pakistan.

UN AUGMENTATION CONSIDÉRABLE DE LA PAUVRETÉ

Cependant, pour la majorité de la population, l'État a déjà manqué à ses obligations à divers égards. La pandémie de Covid-19 a entraîné une augmentation de 20 millions des personnes vivant sous le seuil de pauvreté, et les récentes mesures d'austérité mises en œuvre par le gouvernement depuis avril 2022 ont ajouté 10 millions de personnes à ce chiffre. Si les employés du secteur public ont bénéficié d'une augmentation de salaire de 35 % (alors qu'ils avaient demandé une augmentation de 100 %), les travailleurs du secteur privé n'ont bénéficié d'aucun allègement. Selon une estimation prudente de la Banque mondiale, le taux de pauvreté au Pakistan devrait atteindre 37,2 % (3,65 \$ par jour).

Les conditions imposées par le FMI au Pakistan n'ont pas forcément d'équivalent au niveau international. Le FMI a exercé une influence considérable sur la classe dirigeante pakistanaise, l'obligeant à se plier à toutes ses exigences. Cette situation est également influencée par la dynamique géopolitique en cours, la Chine étant le principal partenaire économique du Pakistan. Dans le cadre du corridor économique Pak-China (CPEC), la Chine a investi plus de 25 milliards de dollars, sur les 60 milliards promis, au Pakistan, principalement sous la forme de prêts. Le FMI craignait que le Pakistan n'utilise les prêts du FMI pour rembourser les dettes chinoises.



Imran Khan rencontre Donald Trump, en septembre 2019.
© The White House / domaine public.

Les inondations dévastatrices de l'an dernier ont entraîné une perte de 30 milliards de dollars, mais les conditions strictes du FMI ont été appliquées sans tenir compte des conséquences de ce désastre. Le gouvernement n'a pas réussi à réhabiliter correctement les victimes des inondations, plus de 4 millions de personnes résidant toujours dans des camps au bord des routes. En outre, les promesses faites au Pakistan lors de la COP 27, dans le cadre de l'« accord sur les pertes et les dommages », ne se sont pas encore concrétisées.

Bien que ces mesures économiques aient permis d'éviter un défaut de paiement similaire à celui qui s'est produit au Sri Lanka, elles ont considérablement érodé la popularité de l'actuel gouvernement. Par conséquent, l'ancien Premier ministre Imran Khan a connu un regain de popularité, bien qu'il ait perdu face suite à un vote de défiance au parlement en 2022. Cette popularité est néanmoins en train de s'estomper. La réaction violente du parti d'Imran Khan, le Pakistan Justice Party (PTI), à la suite de sa brève arrestation le 9 mai, y compris des attaques contre des installations militaires, a fourni un prétexte à l'establishment militaire pour réprimer le PTI. Plus de 3000 militants et dirigeants du PTI ont été arrêtés et des tribunaux militaires ont été mis en place pour juger les civils impliqués dans ces attaques. Ironiquement, Imran Khan a été porté au pouvoir par cet establishment militaire, mais il a ensuite été démis de ses fonctions lorsqu'il a échappé à son contrôle.

DES PERSPECTIVES TRÈS INCERTAINES

Les élections générales sont prévues pour le mois d'octobre, mais on craint qu'elles ne soient reportées. Paradoxalement, bien que l'actuel gouvernement de coalition soit impopulaire en raison de la mise en œuvre des conditionnalités du FMI, il pourrait encore avoir un avantage lors des élections puisqu'il est soutenu par l'establishment militaire. L'alternative possible est celle des partis religieux fondamentalistes qui, au moins en paroles, maintiennent leur opposition au FMI. Ces partis pourraient bénéficier d'un regain de popularité similaire à celui qu'ils ont connu en 2002 à la suite des événements du 11 Septembre. Le PTI d'Imran Khan, s'il n'est pas disqualifié en raison d'allégations de corruption et d'attaques contre des installations militaires, a peu de chances de remporter le

même succès que lors des précédentes élections générales de 2018.

Les partis de gauche au Pakistan, actuellement marginalisés, prévoient de ne disputer que quelques sièges. Ali Wazir¹, le seul membre socialiste de l'Assemblée nationale, s'est fait connaître par son opposition à l'establishment militaire. Cependant, il est devenu une cible pour les puissants militaires, ayant passé la moitié de son mandat derrière les barreaux. Bien qu'il reste populaire dans sa circonscription, les fraudes électorales pourraient entraver sa victoire lors des prochaines élections. □

Traduction DeepL et Pierre Rousset.

1) Ali Wazir a été élu membre de l'Assemblée nationale sur une liste indépendante. Il est marxiste et l'un des principaux dirigeants du Mouvement de

défense pachtoune / Pachtoune Tahfuz Movement (PTM). Les Pachtoune constituent la troisième communauté ethnique en importance au Pakistan et vivent principalement dans les régions frontalières de l'Afghanistan.

Le PTM exige la fin des opérations militaires dans cette région et la fin du soutien de l'État à certaines factions des fondamentalistes islamiques. Il exige que les cas de centaines de « disparitions » soient résolus, que les exécutions extrajudiciaires par l'armée et la police cessent, et que les citoyens affectés par les opérations militaires reçoivent un soutien. Les populations de la région sont victimes des différentes parties belligères, tant des talibans que de l'armée pakistanaise. Les Wazir ont payé un prix énorme pour leur engagement ; 13 membres de cette famille ont été assassinés par les talibans, dont le père et les frères d'Ali Wazir

Pour en savoir plus :

Pakistan : changement de régime, troubles politiques et aggravation de la crise de la dette, http://www.cadtm.org/Pakistan-changement-de-regime-troubles-politiques-et-aggravation-de-la-crise-de-khan_a_t_il_defie_les_multinationales_en_remettant_en_cause_les_traites_d_investissement_avec_les_societes_transnationales

À l'heure de la « polycrise », un appel d'ESSF à relancer la solidarité financière pour le Pakistan, les Philippines, la Birmanie, le Bangladesh, l'Indonésie

Europe solidaire sans frontières assure des campagnes permanentes de solidarité envers cinq pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, à savoir dans l'une des régions du monde les plus touchées par une « polycrise » qui ne cesse de s'aggraver. Il n'y a plus seulement addition de multiples crises – climatique et écologique, sanitaire, socio-économique, politique et géostratégique – chacune déjà lourde de conséquences dévastatrices : elles se nourrissent les unes les autres, constituant à force d'interactions une redoutable crise globale dont les effets se font sentir du nord au sud et de l'est à l'ouest de notre planète. Les milieux populaires en paient le prix dans le monde entier – un prix qui signifie, là où agissent nos partenaires asiatiques, que des couches successives de la population plongent dans la grande pauvreté, le dénuement, voire la famine.

L'intégralité des dons que nous recevons est transmise à leurs destinataires. La petite équipe d'animation d'ESSF assure elle-même les frais de fonctionnement de l'association et du site Internet.

Les dons peuvent-être ponctuels ou réguliers (mensuels, la meilleure formule pour notre association), ou encore une combinaison des deux.

Si vous souhaitez que votre don soit dédié à un pays particulier, indiquez-le. Sinon, il sera versé au Fonds Asie de solidarité permanent d'ESSF.

CHÈQUES

Les chèques en euros seulement et payables en France à l'ordre d'ESSF doivent être envoyés à : ESSF - 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil

BANQUE

Crédit lyonnais - Agence de la Croix-de-Chavaux (00525) - 10 boulevard Chanzy - 93100 Montreuil - ESSF, compte n° 445757C

COORDONNÉES BANCAIRES INTERNATIONALES :

IBAN : FR85 3000 2005 2500 0044 5757 C12 - BIC / SWIFT : CRLYFRPP

Compte au nom de : ESSF

HELLOASSO

<https://www.helloasso.com/associations/europe-solidaire-sans-frontieres/formulaires/1/widget>

En France, ces dons donnent droit à des déductions d'impôt. Il nous faut votre adresse pour vous envoyer un reçu fiscal (adresse en général indiquée sur les chèques).

Destruction du camp de Jénine: une vague de solidarité inter-palestinienne

PAR VERA SAJRAWI*

Après l'invasion israélienne du camp de réfugiés de Jénine début juillet, les Palestiniens ont ouvert leurs maisons, offert des fournitures et se sont portés volontaires pour nettoyer les dégâts.

Dès le moment où Israël a lancé son agression militaire contre le camp de réfugiés de Jénine le 3 juillet, des milliers de Palestiniens qui s'y trouvaient ont été privés de leurs besoins les plus élémentaires. L'assaut de deux jours a de fait placé le camp sous blocus, l'approvisionnement en eau, en électricité et en nourriture étant paralysé. Quelques heures après le début de l'assaut, l'armée a ordonné à des milliers d'habitants du camp de quitter leur maison avec les seuls vêtements qu'ils portaient, rappelant les images poignantes des expulsions de la Nakba en 1948.

SOLIDARITÉ ET ENTRAIDE

Mais à côté des scènes horribles de destruction et de déplacement forcé, des histoires inspirantes de solidarité et d'entraide palestinienne se sont également produites durant ces journées. Tout a commencé dès la première nuit de l'invasion israélienne. Lorsque les militaires ont ordonné aux résidents du camp de partir, ou menacé de les expulser — obligeant environ 5 000 personnes à fuir dans la détresse et sans leurs biens — les familles à l'extérieur du camp ont rapidement invité les réfugiés à venir chez elles. Dès le deuxième jour de l'invasion, les Palestiniens du district de Jénine ont proposé d'autres logements et ont fait des dons massifs de nourriture, d'eau, de lait, de couches pour bébés, de vêtements, d'équipements de santé et d'autres produits.

L'afflux d'aide n'est pas venu uniquement de Jénine. Des mouvements de jeunesse, de Naplouse à Hébron, ainsi que des Palestiniens vivant à l'intérieur d'Israël, ont lancé des campagnes publiques pour collecter des fournitures par l'intermédiaire de points de collecte

improvisés dans leurs villes et des dons d'argent en ligne. Certains ont apporté des bouteilles d'eau, de la nourriture et d'autres produits nécessaires aux familles déplacées, tandis que d'autres ont rejoint l'équipe de plus en plus nombreuse de la municipalité de Jénine chargée de déblayer les décombres et de nettoyer le camp après l'assaut.

Ce soutien massif s'est avéré vital tant sur le plan moral que matériel. En deux jours, l'armée israélienne a tué 12 Palestiniens et en a blessé plus de 250, tout en causant des dommages intolérables aux résidences et aux infrastructures publiques. Selon la municipalité de Jénine, le camp, qui compte un millier de propriétés, a subi d'énormes dommages sur les réseaux d'eau et d'électricité, et 80% des maisons ont été partiellement ou totalement détruites.

«Il y a eu beaucoup d'efforts, variés, petits et grands», explique Mustafa Shata, le directeur du Théâtre de la liberté. «Le Premier ministre [de l'Autorité palestinienne], Mohammad Shtayyeh, a formé un comité pour la reconstruction, comprenant le comité populaire pour les services du camp de Jénine et plusieurs personnes du district et de la municipalité de Jénine. Mais globalement la plupart des Palestiniens apportent un soutien et une aide directs», ajoute-t-il. «Ils viennent dans le camp et interagissent directement avec les résidents.»

Le comité populaire de la ville a organisé une collecte de sang dans toutes les villes palestiniennes de Cisjordanie, annonçant sur sa page Facebook que «les hôpitaux de Jénine ont besoin de sang, quel qu'il soit, en raison du grand nombre de blessés dans le camp de Jénine». Le comité, entre autres, a

également annoncé des lieux d'hébergement temporaire pour les personnes déplacées du camp, y compris des hôtels et des clubs locaux qui sont intervenus pour héberger des personnes.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Des militants et des journalistes ont également organisé des campagnes de collecte d'aide dans plusieurs villes de Cisjordanie. Bakir Abd Alhaq, l'un des coordinateurs d'une campagne à Naplouse, explique que leur initiative «a démarré spontanément le matin suivant le début de l'assaut israélien» par l'intermédiaire d'un groupe WhatsApp.

«Lorsque nous avons vu les scènes de déplacement [des habitants du camp], c'était atroce et cruel, et la situation humanitaire difficile a immédiatement suivi l'invasion israélienne», déclare-t-il. «Nous avons senti que nous devons faire quelque chose, alors nous avons lancé notre campagne sur différents groupes et sur les radios locales. Nous avons désigné un centre culturel du centre-ville pour déposer les dons, et la réponse a été massive de la part des habitants du district de Naplouse. Nous avons commencé à 5 heures du matin et, à 9 heures, nous avions plus d'une tonne et demie de pain.»

«Les dons ont dépassé nos attentes et nous avons continué à en recevoir jusque tard dans la nuit», poursuit-il. «Une soixantaine de camions et de voitures ont participé au transport des denrées alimentaires et de l'eau jusqu'à Jénine. Nous les avons livrés à cinq endroits différents, dont l'hôpital gouvernemental de Jénine.»



La campagne de Naplouse a également permis de livrer de la viande à l'hôpital de Jénine, qui souffrait d'une pénurie alimentaire, afin de préparer des repas pour les patients. L'hôpital manquait également de matériel médical, que la campagne a immédiatement fourni.

Les gens ont tout offert, explique Abd Alhaq, en conduisant leurs voitures à Jénine, pleines de fournitures, et les entreprises et marchés locaux ont également fait des dons. La semaine suivante, la campagne avait prévu d'envoyer 200 jeunes de la région de Naplouse pour participer aux efforts de nettoyage et de déblaiement des décombres à l'intérieur du camp de Jénine.

Les réseaux sociaux ont joué un rôle essentiel dans la diffusion de l'information en Palestine sur la manière dont les gens pouvaient apporter leur aide. Ce qui a commencé par une solidarité de bouche à oreille entre les habitants de Jénine s'est rapidement amplifié sur internet, permettant à des milliers de personnes, proches ou éloignées, de donner de l'argent et des fournitures. Sur Facebook, dès le premier jour de l'assaut, des boulangeries et des magasins palestiniens ont annoncé qu'ils faisaient don de pain, de produits d'épicerie, d'eau et d'autres marchandises. Des restaurants ont également déclaré qu'ils fourniraient des repas aux personnes déplacées, et des mosquées et des églises ont ouvert leurs portes pour que les gens puissent dormir à l'intérieur.

Des dizaines de propriétaires de maisons situées à l'extérieur du camp ont également utilisé les réseaux sociaux pour faire savoir qu'ils étaient prêts à accueillir des personnes dans leurs propres maisons avec leurs familles, ou ont ouvertement signalé leurs propriétés et leurs emplacements, et ont invité les gens à les contacter pour organiser leur emménagement.

À Zababdeh, une petite ville près de Jénine, un certain nombre de bénévoles de l'église Notre-Dame de la Visitation ont préparé des installations pour accueillir les personnes déplacées du camp de Jénine, en leur fournissant un lieu d'hébergement, de la nourriture et des boissons. De nombreuses mosquées ont fait de même. D'autres habitants de la ville ont également offert leur aide en fournissant du matériel et de la nourriture.

«TOUT LE MONDE VEUT AIDER NOTRE PEUPLE»

Un soutien a également été apporté aux combattants palestiniens du camp, qui ont été largement salués comme des défenseurs face à l'armée israélienne d'invasion. Une photo d'une lettre a circulé sur Internet, montrant un bout de papier écrit par un habitant du camp de Jénine qui a été forcé de quitter sa maison, mais qui y a laissé son argent et ses biens pour soutenir les combattants de la résistance s'ils en avaient besoin.

«*La nourriture et les provisions sont dans la maison et dans le réfrigérateur*», avait écrit le résident. «*Une porte arrière s'ouvre sur la cour de notre voisin si vous devez vous échapper. La maison est faite pour vous, en entier. Puissiez-vous rester en bonne santé. Il y a 700 shekels dans le congélateur, si vous avez besoin d'argent. Que Dieu vous protège*».

Un groupe d'anciens et d'actuels étudiants de différentes universités de Jénine, qui ont vu l'attaque du camp alors qu'ils se trouvaient chez un ami à Qabatiya, une ville voisine, ont également estimé qu'ils devaient faire quelque chose, a expliqué Youssef Kamil, militant et ancien étudiant: «*Lorsque nous avons vu les vidéos de nos concitoyens de Jénine forcés de quitter leurs maisons pour se retrouver dans la rue, nous avons pensé qu'il était inacceptable qu'ils se sentent seuls ou qu'ils aient besoin de quoi que ce soit. Nous avons décidé d'agir rapidement*».

Le groupe de jeunes militants et d'étudiants a commencé par repérer les dortoirs et les appartements d'étudiants vides autour de l'université américaine de Jénine, dans la ville d'Al-Zababdeh. Ils se sont ensuite mis à collecter les fournitures nécessaires, notamment de la nourriture et de l'eau, puis ont publié des messages sur les réseaux sociaux et contacté des amis dans différentes universités, formant ainsi une équipe plus importante.

«*Nous avons commencé à recevoir de nombreux appels d'étudiants et de propriétaires d'appartements*», explique M. Kamil. «*Nous avons senti que tout le monde voulait aider notre peuple et nous avons donc eu le sentiment de pouvoir contribuer, même avec une petite fraction de ce que [les réfugiés de Jénine] ont sacrifié*».

«LA DIGNITÉ DONT J'AI ÉTÉ TÉMOIN DANS CE CAMP EST INCROYABLE»

Après avoir trouvé une compagnie de bus prête à les aider, les étudiants ont

coordonné le transport des familles vers les logements. Ils ont ouvert un petit espace de stockage dans l'un des dortoirs et ont chargé le chef adjoint du conseil des étudiants, originaire d'Hébron, de collecter les dons. Ce ne sont pas seulement les étudiants et leurs amis qui sont venus, mais aussi des habitants des villes voisines, d'Hébron à Ramallah, de Jérusalem à Jéricho.

Le groupe a également préparé une base de données des familles qui ont besoin d'aide et reste en contact avec elles.

«*Nous essayons d'estimer ce dont elles ont besoin et la quantité dont elles ont besoin*», explique M. Kamil. «*Ils refusent de demander de l'aide parce qu'ils ne veulent pas nous accabler, ils veulent se débrouiller seuls. La dignité dont j'ai été témoin dans ce camp est incroyable.*»

La solidarité sociale en temps d'attaques israéliennes est une pratique palestinienne courante — une démonstration de la force, de la créativité et de l'hospitalité de la population, qui fournit gratuitement de l'aide et un abri. En temps de guerre, toutes les maisons sont considérées comme des abris pour les personnes déplacées.

Cette coutume d'assistance est profondément ancrée dans l'histoire et la tradition palestiniennes, y compris au moment de la Nakba en 1948, lorsque les forces sionistes ont pris d'assaut les villes et les villages, tuant et déplaçant des milliers de familles. Cette pratique a également été observée en masse pendant le régime militaire contre les citoyens palestiniens à l'intérieur d'Israël, et après la Nakba de 1967, lorsqu'Israël a occupé la bande de Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est.

Ces actes de solidarité remarquables ont également été observés au cours de la première et de la deuxième Intifada. Le camp de réfugiés de Jénine lui-même a bénéficié d'un soutien massif et d'une grande empathie après le massacre israélien de 2002, lorsque l'armée a fait irruption dans la ville dans le cadre de l'opération «Bouclier défensif». Si la violence de l'occupation a perduré deux décennies plus tard, la résilience des Palestiniens, elle, est restée intacte. □

Article publié sur 972mag.com, traduction J.S.

* Journaliste palestinienne basée à Haïfa.

La révolte des quartiers populaires de juin 2023 représente un saut dans l'affrontement entre l'État et les classes populaires : un jeune a été assassiné sciemment, à bout portant, et l'indignation contre ce crime raciste a provoqué une mobilisation très importante et un soutien des organisations, un positionnement inédit même s'il ne s'est pas retranscrit par des actions à la hauteur, contre le meurtre, contre les arrestations et les peines infligées aux jeunes mobilisés.

Nous avons voulu, dans ce dossier, aborder différentes dimensions de cet événement : le replacer dans l'histoire, interroger les liens entre la mobilisation, la reconstruction de la conscience de classe et le racisme d'État, ainsi que le rôle des révolutionnaires dans cette situation.

Après le meurtre de Nahel : penser et combattre les violences des forces de l'ordre

PAR OLIVIER LE COUR GRANDMAISON*

Dans l'Hexagone, de 1953 à la mort de Nahel, le 27 juin 2023, le nombre des victimes racisées, tombées pour différentes raisons sous les balles des forces de l'ordre, se comptent par centaines.

14 juillet 1953, lors d'un défilé pacifique de plusieurs organisations des gauches politiques et syndicales, les policiers tirent sur les militants du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj. Bilan : six morts et quarante-quatre blessés dans leurs rangs¹. Quelques années plus tard, suite aux « événements » d'Algérie, certaines méthodes de la guerre contre-révolutionnaire – torture, exécutions sommaires, disparitions forcées – sont importées dans la capitale par le préfet de police Maurice Papon avec l'aval du Premier ministre, Michel Debré, et du chef de l'État, le général de Gaulle. Plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs sont rassemblés pacifiquement à l'appel du FLN le 17 octobre 1961 à Paris et dans plusieurs quartiers populaires d'Île-de-France pour protester contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé ; plus

de deux cents Algériens sont tués ce jour-là, notamment.

Si depuis la fin du conflit algérien, le temps des massacres d'État commis dans l'Hexagone n'est plus – il en va autrement en Guadeloupe et en Kanaky-Nouvelle-Calédonie² –, des enquêtes et de nombreux ouvrages ont établi l'existence de pratiques policières discriminatoires à l'endroit des jeunes hommes racisés des quartiers populaires. Lorsqu'ils sont perçus comme « noirs » ou « arabes », la probabilité qu'ils soient soumis à un contrôle d'identité est, pour les premiers, six fois plus élevée que pour les personnes identifiées comme blanches, et huit fois pour les seconds. Dans une publication de la fondation Open Society de 2013, on lit ceci : « toutes les études convergent [...] vers le même constat : en France, les personnes issues des "minorités visibles" sont contrôlées bien plus fréquemment que leurs homologues

blancs. »³ Précision essentielle : ces pratiques ne sont pas celles d'une institution policière qui agirait à l'insu du gouvernement : elles sont les conséquences directes, souhaitées et assumées d'une politique publique depuis longtemps défendue par des majorités de droite comme de gauche. Dès 1995, suite aux attentats commis par Khaled Kelkal, entre autres, et à la mise en place du plan Vigipirate, les unes et les autres ont soutenu puis renforcé ces orientations au nom de la lutte contre le terrorisme.

Depuis, la situation n'a guère changé. À cela s'ajoute, dans les quartiers populaires habités par de nombreuses personnes racisées, des pratiques en partie inspirées de la doctrine de la guerre contre-révolutionnaire mise en œuvre



pendant les conflits coloniaux menés par la France en Indochine puis en Algérie. Les moyens juridiques, matériels et humains employés lors des émeutes de novembre 2005 à Clichy-sous-Bois en attestent. L'application de la loi de 1955 sur l'état d'urgence, votée en pleine guerre d'Algérie, le confirme. De plus le recours par les forces de l'ordre à de nombreuses armes sublétales – les désormais célèbres lanceurs de balles de défense (LBD) –, à des blindés de la gendarmerie, à des drones et à des hélicoptères qui ont opéré de jour comme de nuit est maintenant banalisé. Au regard de la somme de ces éléments, la qualification de racisme institutionnel est adéquate puisqu'il s'agit de la mise en œuvre d'une *politique publique* qui implique la direction, toute la chaîne hiérarchique et le personnel d'un corps essentiel de l'appareil d'État.

L'arrêt de la Cour de cassation du 9 novembre 2016 et celui de la Cour d'appel de Paris du 8 juin 2021 obligent à prolonger l'analyse puisque toutes deux se sont prononcées, en des termes sévères, à l'endroit des pouvoirs publics, contre le profilage racial auquel se livre la police. Sans rentrer dans le détail des arguments employés par la plus haute juridiction, retenons cette conclusion : une « violation aussi flagrante des droits fondamentaux » constitue « une faute lourde engageant directement la responsabilité de l'État ». ⁴ Reconnu coupable, ce dernier est donc condamné, pas les fonctionnaires puisqu'ils agissent conformément aux directives de leur institution et de leur ministère. C'est donc bien une *politique* qui a pour auteur et défenseur l'État, ce pourquoi il est adéquat de soutenir qu'il s'agit bien d'un racisme d'État. Il permet de mieux comprendre aussi la persistance du racisme institutionnel au sein de la police, lequel perdure, entre autres, parce que ses origines se trouvent au sommet des pouvoirs publics qui, *de facto*, l'encouragent. Le 8 juin 2021, dans une affaire similaire, la Cour d'appel de Paris a de nouveau estimé que l'État avait commis une faute lourde ⁵. Cette seconde condamnation prouve que ce dernier est désormais en situation de récidive. Extraordinaire impunité où se découvrent les limites inquiétantes de l'État de droit tant vanté par certains. Passé les frontières intérieures, qui

divisent le territoire national en espaces ségrégués, la police, qualifiée de « républicaine », se fait *police d'exception qui use et abuse de pratiques de même nature*. Pareillement, lorsque cette police est en présence de jeunes racisés dans certains lieux de la capitale où ils sont victimes d'une présomption de culpabilité et (mal) traités en conséquence. Quant à la République, dans les quartiers populaires son visage n'est pas celui de la libre, douce et fraternelle Marianne. En lieu et place de cette dernière se dressent les faces agressives et menaçantes des forces de police et de gendarmerie chargées de défendre l'ordre établi, celui-là même qui entretient inégalités, discriminations et racismes systémiques infligés à des millions d'hommes et de femmes, héritiers des immigrations coloniales et postcoloniales, et aux étrangers. Pis encore, traités de « sauvageons » et de « racailles », les plus jeunes sont réputés former une plèbe dangereuse qu'il faut mater par des violences répétées et, au besoin, par le recours à des dispositions d'exception – la loi sur l'état d'urgence – aux origines coloniales avérées.

Que les membres du parti de l'Ordre et beaucoup d'autres avec eux soient surpris par les violences aujourd'hui commises est surprenant. Leur étonnement n'est pas seulement étonnant, il est aussi d'une démagogie obscène au regard de la situation dont ils sont les premiers responsables. On ne méprise pas, on ne discrimine pas, on ne ruine pas tant d'existences pendant des années impunément. Des émeutes de novembre 2005, ils n'ont rien appris parce que leur seul souci, dans ces quartiers populaires, c'est d'y assurer ce qu'ils osent nommer « l'ordre républicain » qui n'est autre que le train-train de la domination, de l'exploitation et de l'oppression à « bas bruit ».

Aux vociférations des extrêmes droites et des droites de gouvernement, qui exigent l'application des dispositions précitées, aux vocalises du gouvernement et du chef de l'État, qui en appellent au respect des institutions républicaines, il faut, *a minima*, opposer les revendications suivantes : abrogation de la loi du 28 février 2017, initiée par Bernard Cazeneuve puis votée par sa docile majorité. « Rédigée à la hâte » pour satisfaire les syndicats de police, *dixit le Monde* du 29 juin 2023,

cette réforme a permis aux forces de l'ordre d'user plus largement de leurs armes ce qui a favorisé les drames que l'on sait. Il faut y ajouter l'interdiction immédiate des contrôles au faciès, la délivrance obligatoire par les fonctionnaires de police d'un récépissé aux personnes contrôlées, la suppression des LBD et des grenades de désencerclement, le retrait des fusils d'assaut HK G36 mis à la disposition des policiers et des gendarmes – une exception en Europe ⁶. De plus, l'IGPN doit être supprimée et remplacée par une institution administrative indépendante, et la sinistre BRAV-M doit être dissoute.

Il y a quarante ans, la marche contre le racisme et pour l'égalité avait lieu. Aujourd'hui, le combat de celles et ceux qui hier se sont mobilisés, doit plus que jamais se poursuivre. Avec les nombreux collectifs des premiers concernés, les gauches politiques, syndicales et associatives doivent désormais mettre les revendications précitées au plus haut de leur agenda et organiser des manifestations dans toute la France pour les défendre, et défendre aussi la liberté d'association et de manifestation désormais systématiquement attaquée par la politique toujours plus autoritaire du chef de l'État. □

Olivier Le Cour Grandmaison est universitaire, dernier ouvrage paru, avec O. Slaouti (Dir), *Racismes de France, La Découverte, 2020.

Une première version de ce texte a été publiée par Mediapart.

1) Cf., le documentaire (2014) de D. Kupferstein, Les Balles du 14 juillet 1953.

2) Sur les événements de Pointe-à-Pitre (26-28 mai 1967), cf., sous la dir. de E. Dorlin, Mai 67. Massacrer et laisser mourir, Paris, Libertalia, 2023. Et sur le massacre d'Ouvéa, en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, le 5 mai 1988, cf., I. Leblic, « Chronologie de Kanaky Nouvelle-Calédonie (1774-2018) », in Journal de la société des océanistes, n° 147, 2018, pp. 529-564.

3) L'Égalité trahie. L'impact des contrôles au faciès, Open Society Justice Initiative, 2013, p. 5 et F. Jobard et R. Lévy, « Police, justice et discriminations raciales en France: état des savoirs » in CNCDH, La Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, Paris, La Documentation française, 2010. Lors du quinquennat de F. Hollande, Mediapart a rendu public un mémorandum de « l'agent judiciaire de l'État » justifiant le contrôle de « la seule population dont il apparaît qu'elle peut être étrangère. » Mediapart, 26 février 2016.

4) Arrêt de la Cour de cassation, Chambre civile 1, 9 novembre 2016, 15-24. 210, p. 3, 6, 11. (Souligné par nous.)

5) Arrêt de la Cour d'appel pôle 4, chambre 13, 8 juin 2021, n° 19/00867.

Émeutes d'hier et d'aujourd'hui

ENTRETIEN AVEC MATHILDE LARRÈRE

Mathilde Larrère, historienne spécialiste des mouvements révolutionnaires et du maintien de l'ordre au XIX^e siècle, est l'autrice de « L'urne et le fusil : la garde nationale parisienne de 1830 à 1848 » (2016) et de « Il était une fois les révolutions » (2019). Elle travaille également sur la place des minorités et des minorisées en politique, sur les discriminations subies, ainsi que sur les stratégies de luttes, notamment féministes : elle a publié aux éditions Détour « Rage against the machisme » en 2020, et « Guns and Roses » en 2022.

L'Anticapitaliste : Une question de vocabulaire d'abord : émeute, révolte, soulèvement... la langue française dispose d'un répertoire de termes pour désigner les mouvements populaires spontanés tels que celui qui a éclaté en réaction au meurtre de Nahel par un policier le 27 juin dernier. Pourquoi ce mot d'émeute s'impose-t-il dans le discours médiatique et politique plutôt que celui de révolte, d'insurrection ou de soulèvement ? Le terme émeute nie le caractère organisé, rationnel, politique, et donc finalement légitime, du mouvement, en mettant en avant « l'émotion » (émeute vient du verbe émouvoir) et suggère une « sauvagerie » des émeutiers, dont le soulèvement est réduit à une mécanique de « bande », de « meute » : les révoltes des populations les plus opprimées, victimes de l'oppression raciste et coloniale, sont-elles condamnées à ce qualificatif, qui les distinguerait, par nature, de toute autre forme de révolte sociale ?

Mathilde Larrère : La question de la façon dont on nomme un soulèvement a toujours été un enjeu, et c'est évidemment un enjeu en ce moment aussi, comme ça l'a été en 2005, comme ça l'était au XIX^e siècle. Selon la façon dont on le nomme, on légitime plus ou moins le soulèvement. Avant la Révolution française, tout soulèvement est considéré comme illégitime, car il ne peut pas être légitime de remettre en cause le pouvoir souverain,

d'origine divine, du monarque. Or, ce que change la Révolution française, mais aussi les révolutions anglaise et américaine, c'est que pour se légitimer, elles se sont appuyées sur les Droits de l'Homme, qui définissent notamment un droit de résistance à l'oppression, en se référant aux « droits naturels » de l'Homme formulés par John Locke à la fin du XVII^e siècle. À partir du moment où on pense qu'il y a un droit naturel de résistance à l'oppression, alors on peut penser un soulèvement comme légitime, et le plus légitime est la révolution. Comme qualifier des soulèvements qui ne vont pas jusqu'au renversement de l'ordre politique et social, mais qui n'en seraient pas moins légitimes et dont la répression serait donc illégitime ? À partir de la Révolution française, s'opère une distinction entre les soulèvements légitimes, les « révoltes », qui relèvent de la raison, et ceux qui sont ramenés à l'expression de l'émotion, à l'irrationnel, les « émeutes ». Tout l'enjeu est donc dans le nom qu'on donne au soulèvement : parle-t-on de révolte ou d'émeute ? Les manifestations concrètes, sur le terrain, sont les mêmes : les révoltes et les émeutes concernent les mêmes classes sociales, là où la Révolution française est interclassiste. Révoltes et émeutes ne se distinguent pas non plus par leur répertoire d'actions. La seule différence, c'est vraiment cette question de la légitimité. Actuellement, le gouvernement et les médias parlent d'émeutes : c'est une façon de nier la légitimité de ce mouvement.

À l'inverse, les chercheurs et les chercheuses ont tendance à utiliser le mot révolte, pour mettre en évidence son contenu politique et social. Même si les revendications portées par ceux qu'on nomme les « émeutiers » peuvent paraître moins visibles, elles sont de même nature que celles qui sont portées par tout mouvement de révolte. L'émeute comme la révolte participe de l'« économie morale de la foule », selon le concept forgé par l'historien marxiste E. P. Thompson, qui a travaillé dans les années 1960 sur la formation de la classe ouvrière anglaise, en montrant que son organisation en tant que classe relève d'un processus de construction au long cours, entamé au XVIII^e siècle. Le concept d'« économie morale de la foule » a été repris par les chercheurs décoloniaux pour relégitimer les Gilets jaunes : ce qui se joue là, dans ces analyses, c'est la conceptualisation de ce droit de résistance à l'oppression dont on parlait tout à l'heure. Par ailleurs, il peut y avoir des « émeutiers » dans une révolte, qui veulent casser pour exprimer leur colère, leur « émotion ».

Quelle continuité peut-on voir entre cette révolte contre les meurtres commis par la police sur la jeunesse des quartiers populaires, la mobilisation toute récente contre la réforme des retraites au printemps et



le mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019 ? Est-ce que cette révolte de juin 2023 s'inscrit dans une forme de continuité avec les mobilisations de ces derniers mois, de ces dernières années, bien que les jeunes qui y ont participé revendiquent plutôt la mémoire des « émeutes » de novembre 2005 ?

Il y a bien sûr une continuité entre ces mouvements, mais aussi des différences. Le mouvement des Gilets jaunes, c'est un mouvement de la France périphérique – même si les « Actes » avaient lieu à Paris –, de la classe moyenne, avec plutôt moins de salariéEs que dans les mouvements sociaux traditionnels, et plus de gens sans emploi : il n'y a pas d'inscription dans le mouvement ouvrier, comme c'est le cas de la lutte contre la réforme des retraites, qui a mobilisé davantage le monde salarié, urbain, même si la spécificité du mouvement de 2023 est son extension aux petites villes. En ce qui concerne la révolte dans les banlieues, on n'a pas affaire à la même sociologie. Même si c'est très difficile, sans études précises sur le sujet, de constituer la sociologie exacte de ce mouvement : ce n'est pas en regardant qui sont les interpellés qu'on peut établir cette analyse de la sociologie des émeutes. Il s'agit sans doute d'une jeunesse qui n'est pas encore dans l'emploi, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne le sera pas : quand observe le profil des comparutions à vue, on s'aperçoit qu'il y a beaucoup de jeunes en formation, et non pas, comme cela a pu être suggéré, des jeunes déscolarisés.

Les revendications sont différentes, du mouvement des Gilets jaunes et de la mobilisation en défense de nos retraites au soulèvement des quartiers populaires contre les violences policières et le racisme systémique, mais ce qui lie entre eux ces mouvements, c'est la lutte contre un même ennemi, le gouvernement de Macron, qui a accéléré le détricotage néolibéral de l'État social, déjà bien amorcé avant lui, avec la suppression de nos droits sociaux et le démantèlement des services publics, l'abandon des espaces ruraux et des quartiers populaires, l'enterrement du contenu démocratique de notre régime, et une très forte répression. C'est très cohérent : on a un système néolibéral qui cumule attaques contre le

service public, remise en cause de la démocratie et répression croissante. Chacun de ces trois gros mouvements récents s'attaque à l'un des aspects de ce tournant néolibéral. Pourtant, ils ne se sont pas rejoints : les syndicats, qui ont organisé la mobilisation en défense des retraites, avaient eu beaucoup de mal à participer au mouvement des Gilets jaunes, et là, la CGT n'a pas appelé à la grève en réaction au meurtre de Nahel et en soutien au soulèvement des quartiers populaires.

Comment peut-on analyser la place des femmes dans ce soulèvement ? On a vu émerger des critiques formulées d'un point de vue féministe contre ces « révoltes d'hommes », qui témoigneraient d'une forme de masculinité toxique et excluraient, de fait, les femmes. Pourtant, les femmes ne sont pas absentes, loin de là : sur les vidéos qui circulent, on voit aussi des jeunes filles, notamment devant les magasins pillés. Elles ont aussi joué leur rôle en diffusant des images, en témoignant de l'ampleur des violences policières, en mettant des mots sur cette révolte. Quant aux médias et aux personnalités politiques qui n'ont cessé de commenter les événements, ils ont mis en avant le rôle des mères, soit pour les condamner en tant que « mauvaises éducatrices », soit pour faire de leurs appels au calme des paroles exemplaires, avec tout le paternalisme cynique que traduit ce procédé d'instrumentalisation de la figure de la mère, notamment de la mère de Nahel. Dans les révoltes populaires, les femmes ont toujours été présentes, jouant un rôle bien spécifique : est-ce qu'il y a tout de même une évolution de ce côté-là en 2023, ou bien une persistance des schémas traditionnels ?

Il y a toujours eu une place genrée des hommes et des femmes à la fois dans les révoltes et dans les commentaires sur ces révoltes : le système genré touche aussi bien les modes d'action que le regard qu'on porte dessus. L'effet concordant de la répartition genrée des rôles et de ce regard porté sur la place des femmes dans les révoltes, c'est leur invisibilisation. La critique actuelle condamnant la « masculinité toxique » des émeutiers, on pourrait évidemment la formuler au sujet des révolutions du XIX^e, où on trouve les femmes à des

places genrées, comme le ravitaillement des révoltés, les soins aux blessés, la fonction de pleurer les morts (c'est la figure de la *mater dolorosa* reprise par la maman de Nahel, et par Assa Traore). Ce sont des fonctions primordiales, essentielles à la révolte : la barricade ne tient pas sans les femmes, ce sont elles qui non seulement ravitaillent, mais encore chargent les fusils. Quelques femmes sur les barricades sont des combattantes. Dans une moindre proportion, bien sûr : ce sont les hommes qui ont reçu une formation militaire, ils savent se servir d'un fusil, contrairement aux femmes qui n'ont pas appris le maniement des armes. Mais dans les combats barricadiers, quand les forces de l'ordre sont coincées devant les barricades, les femmes leur lancent des objets depuis les fenêtres, et ce sont ces jets qui font le plus de dégâts. C'est ce qu'on constate quand on étudie les types de blessures des forces de l'ordre lors des émeutes de 1832 à 1839. On peut donc affirmer qu'elles participent pleinement aux combats mais, dans l'imaginaire de la révolte au XIX^e siècle, on ne reconnaît que le fusil. De même, si, dans l'émeute actuelle, on ne portait pas seulement le regard sur le jet de cocktail Molotov ou de pavé, sur le tir de mortier, on s'apercevrait peut-être que la participation des femmes n'est pas insignifiante. Mais évidemment, de nuit, avec des gens masqués, dans des vêtements qui aujourd'hui apparaissent de plus en plus comme non genrés, il est difficile de distinguer entre hommes et femmes ; malgré tout, on sait que le maniement des armes, même des armes de jet comme celles-ci, fait partie de l'éducation masculine, on suppose donc que ce sont très majoritairement, voire essentiellement, des hommes. Mais en cherchant bien, on s'apercevrait peut-être de la participation des femmes. Il faudrait pour cela des observations fines sur le terrain. On sait néanmoins qu'il y a des femmes qui passent devant les tribunaux. Mais là encore, le regard est biaisé : les hommes se font beaucoup plus arrêter par la police que les femmes, et la population qui arrive devant les tribunaux n'est pas représentative.

Dans l'imaginaire des forces de l'ordre aussi, l'émeutier est un homme, donc il y a un biais évident. Le rôle des femmes pourrait et devrait être documenté. Dans les rangs de la police, d'ailleurs, on compte de plus en plus de femmes.

Mais est-ce qu'elles sont envoyées sur le terrain des émeutes la nuit ? Ça reste à documenter. Alors oui, l'émeute peut effectivement être un moment où on performe sa masculinité. Mais cette vision correspond à un imaginaire blanc et colonial : les émeutiers, jeunes des quartiers populaires, racisés, sont rejetés du côté du sauvage ; dans un imaginaire raciste hérité de la colonisation, ils sont perçus comme des hommes qui menacent les femmes. La critique féministe de la masculinité toxique relaie aussi ce type d'imaginaire : il faut voir sur qui on pointe ses critiques, et ne pas faire comme si la masculinité toxique était plus forte chez les jeunes des quartiers populaires qu'ailleurs.

On a beaucoup commenté aussi le fait que les émeutiers de juin 2023 sont très jeunes, plus qu'en 2005, en soulignant la nouveauté de ce phénomène. Finalement, quand on s'émeut de la jeunesse des émeutiers actuels, est-ce qu'on n'oublie pas que les enfants des classes populaires ont toujours participé aux révoltes, avec énergie et parfois inconscience du danger ? Au XIX^e siècle, les enfants participent aux émeutes, même si la notion d'enfant est d'ailleurs assez floue, entre 8 et 15 ans. Dans *Choses vues*, Victor Hugo, parlant des émeutes de 1839, raconte avoir vu des « adolescents » ou des « jeunes drôles » dans les cortèges d'insurgés, aux côtés des ouvriers adultes, souvent à l'avant-garde des cortèges. C'est le personnage de Gavroche, qui est craint par les policiers parce que quand il a un pistolet, il tire, sans toujours prendre conscience des risques. On a l'impression qu'avec les émeutes de 2023, s'est construite, ou consolidée, une figure de l'émeutier hors de tout contrôle, même parental, au croisement de celles du délinquant et du terroriste, contre qui l'usage de la force la plus brutale est donc toujours considéré comme un acte de légitime défense.

Historiquement, il y a toujours eu des jeunes dans les émeutes populaires. Évidemment, chez les jeunes, le sentiment du danger n'est pas le même, c'est psychologique, voire hormonal. Mais être jeune, ou enfant, en 1832, c'est très différent d'aujourd'hui : les enfants des classes populaires étaient au

travail dès 6 ans, c'était des jeunes travailleurs.

Gavroche n'est pas une invention de Victor Hugo, c'est une réalité sociale. Dans les émeutes au XIX^e siècle, les adultes et les enfants sont mêlés comme ils sont mêlés dans la vie quotidienne, bien plus que nous aujourd'hui : c'est toute la société qui se soulève, avec ses femmes, ses hommes, ses enfants. L'adolescence n'a pas de sens à l'époque. Aujourd'hui, dans les révoltes des quartiers populaires, il semblerait qu'il y ait une prédominance de jeunes qui ne travaillent pas forcément, qui peuvent être en formation ou encore à l'école, et peu d'adultes, au contraire des insurgés de la Révolution française et des révoltés du XIX^e qui sont ce qu'on appelle des « hommes faits », souvent chargés de famille, qu'on retrouve chez les Gilets jaunes. Mais là aussi, ça reste à démontrer beaucoup plus précisément. Finalement, dire qu'il s'agit de jeunes, voire de très jeunes, c'est une façon de nier le sérieux de leur révolte, comme ça a été le cas en Mai 68 : on a parlé de l'agitation d'étudiants incontrôlables, en minimisant le rôle des grèves. Les partisans de l'ordre social n'ont cessé de délégitimer les soulèvements populaires. Ils usent de plein de stratégies, qui passent par les mots employés, par le refus d'entendre, de reconnaître, qu'il y a des revendications d'ordre politique et social, et enfin par la réduction des motivations des révoltés à un désir de casse. Le mot *casseur*, d'ailleurs, apparaît lors des émeutes de 1832. Ce sont les barricades de 1832 qu'Hugo fait revivre dans *les Misérables*. C'est un observatoire passionnant de toutes les stratégies utilisées par le pouvoir pour délégitimer les révoltes populaires : en 1832, le pouvoir de Louis-Philippe n'a que deux ans ; il est issu de la révolution de Juillet 1830, fondée sur la reconnaissance de ce droit à la résistance évoqué tout à l'heure, au point que Louis-Philippe est appelé le « roi des barricades ». Les vainqueurs de Juillet 1830 reçoivent des décorations, ils sont vus comme des héros, on érige la Colonne de Juillet à la Bastille... Comment, deux ans plus tard, justifier l'écrasement d'une révolte qui s'inscrit pourtant dans la lignée démocratique et républicaine de Juillet 1830 ?

Toutes les stratégies utilisées par Louis-Philippe sont reprises

aujourd'hui : le refus de reconnaître la dimension politique de la révolte, de percevoir que c'est la démocratie qui se soulève contre l'oppression – l'interdiction de la manifestation pacifiste du comité Adama le 8 juillet dernier le montre bien. Ensuite, le refus de voir les aspects sociaux alors même que ces émeutes éclatent dans les quartiers populaires, qui sont les plus touchés par l'inflation. Un chercheur anglais a fait la courbe de l'inflation du prix du pain depuis cinq ans en France, qui montre parfaitement l'effondrement du pouvoir d'achat des classes populaires. Corréler l'évolution du prix du pain avec l'émergence de l'insurrection, c'est un réflexe d'historien fondamental pour l'étude du XIX^e siècle, ça n'est jamais repris aujourd'hui. Enfin, la réduction de celles et ceux qui se soulèvent à la figure du délinquant, du casseur, qui a émergé après la révolte des Canuts en 1830, et qu'on retrouve en 1832 pour justifier la répression : c'est, selon la formule d'un journaliste de l'époque, Émile de Girardin, « *la civilisation contre la barbarie* ». Les barbares, ce sont les ouvriers qui menacent la cité, les sauvages encore, selon les mots de Maxime Du Camp. On perçoit ici la conjonction de l'association « classes laborieuses, classes dangereuses », dont l'idée émerge sous la Monarchie de Juillet, et de la dimension raciste héritée de la colonisation, qui sous-tend la dénonciation de la classe ouvrière comme une classe de sauvages, hors civilisation. C'est cette idéologie coloniale qu'on retrouve aujourd'hui dans le communiqué des syndicats Alliance Police nationale et UNSA Police traitant les jeunes des quartiers populaires de « nuisibles » pour justifier les pires répressions. Ce profil du casseur, du sauvage nuisible, croise aussi celui de l'ivrogne, qui remonte au XIX^e siècle également et fut utilisé notamment pour délégitimer les Communards. Aujourd'hui, évidemment, ce n'est pas l'ivrognerie des émeutiers qui est mise en avant, mais son équivalent, le trafic de drogue dans les banlieues. Tout l'arsenal des mots, des figures, des discours déployés aujourd'hui pour caractériser la révolte de la jeunesse des quartiers populaires opère une réactualisation des stratégies utilisées au XIX^e pour délégitimer les mouvements révolutionnaires. □

Propos recueillis par Maya Lavault

Marxisme et racisme

PAR ÉDOUARD SOULIER

«Les travailleurs n'ont pas de patrie, on ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont point»¹. Ces mots du Manifeste du parti communiste sont là pour rappeler la solidarité internationale de classe entre tous les travailleurs. Les révolutionnaires inspirés par le marxisme (et d'autres) ont défendu la lutte des opprimés pour leur émancipation contre l'exploitation et contre toute forme d'oppression notamment contre le racisme.

Le racisme est un phénomène central dans le monde et c'est une oppression que les révolutionnaires ne peuvent pas ignorer. Les bases du racisme reposent sur deux jambes : d'une part l'essentialisation d'un groupe de personnes via un ensemble de préjugés associés à ce groupe selon des traits physiques, religieux, ethniques et qui autrefois étaient supposément biologiques. Et, d'autre part, cette essentialisation fait système et sert de base à des discriminations et des violences. Ainsi, des blagues douteuses n'ont d'impact que si elles sont liées à une discrimination généralisée qui vient conforter/confirmer une situation oppressive.

Et le monde est extrêmement raciste. Si on ne s'intéresse qu'à la France – alors que les études sont rares – le fait d'être considéré comme subalterne ou racisé·e a un impact majeur sur les destinées de vie, les opportunités, la santé et même la survie physique et mentale : *«Le racisme, comme le sexisme, ont des conséquences concrètes sur les vies des personnes qui le subissent; ils sont créateurs d'inégalités sociales, d'injustices souvent invisibles (marginalisation, plus grande précarité, violences policières, discriminations à l'emploi et au logement, stigmatisations médiatiques et politiques quotidiennes...) et ont des conséquences*

psychologiques désastreuses (complexe d'infériorité, dénigrement...).»²

Pour le taux de chômage, les statistiques n'existent que pour les immigrés et leurs enfants et il est plus élevé que celui des personnes perçues comme françaises. Cependant, de nombreux *testings* ont montré une discrimination à l'embauche, à l'opportunité d'entretien, à obtenir des stages, à passer et obtenir des diplômes, pour les personnes non blanches. Ce racisme se manifeste très tôt dans les orientations au collège reléguant les personnes racisées aux filières courtes et moins diplômantes. Cela se traduit par une surreprésentation des racisé·es dans les métiers les plus pénibles et les moins rémunérés (et les moins syndiqués). Cette discrimination se retrouve aussi dans l'accès au logement créant des

zones où les personnes racisées sont surreprésentées. Ces quartiers sont des lieux de vie mais ils sont aussi victimes de discriminations générales : accès aux transports en commun, aux services de base, à un enseignement de moins bonne qualité. Ces quartiers sont aussi policés différemment via une pression policière violente. Un jeune Arabe a sept fois plus de chances d'être contrôlé par la police qu'un jeune blanc et ce chiffre passe à dix fois plus pour un jeune Noir. L'action de la police s'accompagne d'humiliations, d'amendes punitives et aussi de violences : les flashballs/LBD ont été introduits dans les quartiers sous Sarkozy des années avant leur utilisation dans la répression des mouvements sociaux. Qui dit contrôle plus ferme par la police dit aussi justice plus ferme :



Dimanche 3 avril, 2022, cortège du collectif 20° Solidaire avec les migrants. © Photothèque Rouge / MILO

l'expérience carcérale est plus forte et plus développée pour les personnes racisées, les peines prononcées sont plus lourdes et les humiliations plus fortes. Les quartiers sont aussi la cible privilégiée de la guerre contre la drogue alors que le taux de consommation est identique sur la population entière. Les quartiers sont également des déserts médicaux mais même lorsqu'on a accès aux soins, ils sont de moins bonne qualité : sous-estimation de la douleur, syndrome méditerranéen, existence de tests différents pour les personnes noires et non noires³. Cela s'accompagne d'invisibilisation : moins d'apparition sur les écrans, négation de l'histoire (roi du Mali, révolution haïtienne, etc.), moins de postes de direction. Il y a peu de modèles pour les personnes racisées car la culture dominante est blanche. Le racisme est aussi une oppression historique directement liée à l'esclavage, la colonisation et l'impérialisme. Cet héritage a également une continuité avec le racisme actuel notamment dans la gestion des quartiers populaires. En résumé, la France en 2023 et de manière générale les pays occidentaux sont des sociétés super racistes qui traitent de manière différenciée les personnes selon des critères raciaux.

MARXISME ET RACISME

Le problème du racisme a été identifié très tôt par les marxistes qui se sont démarqués un peu du concept de l'antiracisme universaliste de la gauche qui considère que puisque biologiquement tout le monde est humain, le racisme n'est que le produit de l'ignorance, la bêtise et donc le combat antiraciste est un « combat d'idée », une obligation morale et un supplément d'âme. Le racisme est juste l'accumulation d'une série de comportements individuels et autonomes. À noter que c'est un combat moral pour les non-concernés mais la perspective de la personne racisée est occultée dans cette définition. Le cas emblématique de cette approche a été SOS Racisme dans les années 80 avec le slogan « *touche pas à mon pote* » qui relègue le racisé à un rôle passif protégé par un allié blanc.

Cependant, la conception du racisme telle qu'elle a été développée par les marxistes repose sur l'analyse de la stratégie de la classe dirigeante : diviser pour mieux régner. Analyse développée par Marx : « *Cet antagonisme est*

artificiellement maintenu et intensifié par la presse, les orateurs, les caricatures, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation. C'est le secret grâce auquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est parfaitement consciente ».⁴

Pour l'analyse traditionnelle marxiste, le racisme est une politique de division et de diversion amenée artificiellement en manipulant des solidarités différentes au sein de la classe. Créer une solidarité de race entre patrons et ouvriers permet une meilleure domination sur toute la classe en reliant les intérêts de la classe dirigeante avec ceux de « sa » classe ouvrière. Marx parle ici de l'impuissance mais plus de racisme implique une exploitation plus forte de tous les travailleurs et que les travailleurs blancs ne profitent pas du racisme. Dans un article sur les US, Lénine écrit : « *Parmi les Noirs américains, il y avait (en 1900) 44,5% d'analphabètes. [...] De plus, tout le monde sait que la position des Noirs en Amérique en général est indigne d'un pays civilisé – le capitalisme ne peut donner ni l'émancipation complète ni même l'égalité complète. Il est instructif que parmi les Blancs d'Amérique la proportion d'analphabètes ne dépasse pas 6%. Mais si nous divisons l'Amérique en zones autrefois esclavagistes [...] et en zones non esclavagistes [...], nous trouverons 11 à 12 % d'analphabètes parmi les Blancs des premières zones et 4 à 6% dans les secondes!* ».⁵

Ce passage illustre que le racisme génère une plus grande exploitation au final pour toutes les personnes. En effet, encore aujourd'hui la classe ouvrière blanche aux États-Unis vote systématiquement plus à droite que les autres classes ouvrières des pays européens et c'est d'autant plus fort dans les États esclavagistes du Sud où la pauvreté et les inégalités sont les plus fortes.

On peut résumer schématiquement l'analyse que font traditionnellement les marxistes sur le racisme : « Le travailleur blanc n'a pas d'intérêt au racisme. Le racisme divise la classe au profit, uniquement, du patron ». La division raciale qui peut exister dans la classe ouvrière n'est qu'artificielle et entretenue par le patronat et les médias et de fait le racisme ne disparaîtra que lorsque le capitalisme disparaîtra.

Le racisme étant un apport extérieur à la classe, la lutte de classe elle-même en créant les solidarités nécessaires fera reculer le racisme. Et par un effet miroir la lutte contre le racisme peut et doit se faire seulement par la lutte des classes et elle doit s'y subordonner. Pour le PCF, « *Il faudrait "rejeter le logiciel racial au profit du logiciel social"* »⁶. Et pour LO par exemple : « *Au fil des années et des modes du moment, le programme révolutionnaire a été étoffé de différentes causes concernant diverses catégories opprimées : le féminisme, l'antiracisme, le soutien aux migrants ou même les droits des LGBT. Ces oppressions sont réelles et ces causes légitimes, mais les substituer de fait au combat pour le renversement du capitalisme, c'est finalement abandonner les idées communistes révolutionnaires et c'est ne plus croire au rôle de la classe ouvrière.* »⁷ Il y a ici même une opposition faite entre la lutte antiraciste (et beaucoup d'autres dans la liste) et la lutte de classe.

Il y a bien évidemment des exemples de luttes de classe qui ont permis de faire reculer le racisme. La solidarité dans la lutte se développe et permet de se débarrasser pour un temps au moins des préjugés raciaux. Il s'agit de l'exemple classique du piquet de grève où un travailleur en grève tient des propos racistes. Il y a trois possibilités pour le révolutionnaire : ne rien dire et soutenir le piquet, crier au racisme et laisser les travailleurs se débrouiller et enfin rester sur le piquet et discuter avec ce travailleur sur le problème du racisme. Dans le premier cas on est opportuniste, le deuxième on est sectaire et évidemment c'est la troisième solution qui est la stratégie que les révolutionnaires doivent développer. On retrouve, avec des nuances, cette position dans à peu près tous les groupes qui se réclament du marxisme révolutionnaire.

RACISME ET MARXISME

Pourtant ces approches posent plusieurs problèmes : tout d'abord sur l'origine du racisme comme conséquence directe d'une offensive idéologique consciente et organisée par la classe dirigeante. Le racisme serait comme un bouton ou un levier sur lequel la classe



dirigeante peut appuyer quand elle en a besoin. Mais l'histoire du capitalisme montre que ce n'est pas le cas. « Tu ne peux pas avoir le capitalisme sans le racisme » disait Malcolm X⁸ et en effet le racisme a une structuration complètement dépendante de la création du capitalisme. Le concept « scientifique » de race a émergé avec le début de la vague de la colonisation initiée par les colons espagnols. L'accumulation primitive de capital n'a été possible que grâce à la colonisation et la mise en esclavage de millions de personnes, et en s'assurant des flots de ressources minières et agricoles. Une part centrale de la richesse de la classe dirigeante française est directement issue de la traite esclavagiste et de la colonisation, et donc de l'asservissement brutal de millions de personnes. Comme le dit S. Bouamama « Le pillage et la destruction des civilisations amérindiennes ainsi que l'esclavage ont été les conditions pour que le mode de production capitaliste puisse devenir dominant dans les sociétés européennes. Il n'y a pas eu naissance du capitalisme et ensuite extension, mais un pillage et une violence totale réunissant les conditions matérielles et financières pour que s'installe le capitalisme. Le racisme biologique accompagne et justifie ce pillage et cette violence ».⁹

Les améliorations des conditions de vie des travailleurs européens, dans le cadre de la lutte des classes, ont été facilitées par la possibilité d'extraire plus via la colonisation. Une partie des avancées sociales du mouvement ouvrier international est le produit des luttes mais avec le contexte de l'impérialisme. Les marges de manœuvre des classes dirigeantes occidentales pour lâcher des acquis à leurs classes ouvrières proviennent de la surexploitation de la classe ouvrière non blanche.

Ces contradictions ne sont pas nouvelles et ont été discutées par Lénine par exemple « Sur cette question [de l'immigration] également se fit jour en commission une tentative de soutenir d'étroites conceptions de corporation, d'interdire l'immigration d'ouvriers en provenance des pays arriérés [...]. C'est là le reflet de l'esprit "aristocratique" que l'on trouve chez les prolétaires de certains pays "civilisés" qui tirent certains avantages de leur situation privilégiée et qui sont pour cela enclins à

oublier les impératifs de la solidarité de classe internationale. »¹⁰

Ici Lénine dénonce une certaine vision de « gauche » de la colonisation et de l'utilité de celle-ci dans la lutte des classes. Presque 50 ans avant, dans un discours (pas assez célèbre), Victor Hugo expliquait sans tabous :

« Quelle terre que cette Afrique ! L'Asie a son histoire, l'Amérique a son histoire, l'Australie elle-même a son histoire ; l'Afrique n'a pas d'histoire. [...] Déjà les deux peuples colonisateurs, qui sont deux grands peuples libres, la France et l'Angleterre, ont saisi l'Afrique. [...] Cette Afrique farouche n'a que deux aspects : peuplée, c'est la barbarie ; déserte, c'est la sauvagerie. [...] Allez, Peuples ! Emparez-vous de cette terre. Prenez-la. À qui ? À personne. [...] Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. [...] Versez votre trop-plein dans cette Afrique, et du même coup résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires. »¹¹

On voit clairement que le racisme pour défendre les intérêts de la classe ouvrière blanche pouvait s'envisager dans un discours de gauche. Le colonialisme de gauche (sous des formes moins lyriques) a perduré jusqu'à nos jours dans la gauche française.

Le fait que le racisme soit aussi structurant devrait interroger sur les tactiques et comment même le formuler. Dans l'exemple du piquet de grève il y a des choses implicites : le travailleur raciste est blanc. Le révolutionnaire qui lui parle n'est pas non plus affecté directement par les propos racistes visiblement. Il y a du racisme sans travailleurs/ses racisés dans cette histoire ! Les personnes concernées n'apparaissent pas car trop souvent elles ne sont pas le sujet de la lutte antiraciste. Dans l'exemple du piquet on a l'impression que les racisés ne sont pas là (et c'est possible si les personnes qui dirigent la grève se permettent des remarques racistes) et donc on doit faire un pas vers le travailleur raciste et pas vers les travailleurs/ses racisés. Même si les luttes développent des solidarités, elles n'effacent jamais les questions de pouvoirs et de situations notamment pour les directions. La structuration du racisme ne va pas nécessairement et encore moins automatiquement amener les personnes concernées par le racisme à avoir du pouvoir même dans les AG de grève les plus démocratiques.

La lutte contre le racisme va créer de l'inconfort par la perte de domination et cela ne sera pas automatiquement compensé par des bénéfices qui concernent toute la classe. Par exemple, la police, personne ne réclame une meilleure répartition des coups de matraque ou un contrôle raciste équitable mais une personne blanche risque moins devant la police et peut compter même inconsciemment sur la police pour être en sa faveur lors d'interactions avec des racisés. Les non-racisés peuvent « ignorer » le racisme et regarder ailleurs mais pas les racisés. La répression policière est différente lorsqu'elle s'applique pour ce qu'on fait et pas pour ce qu'on est.

Pour conclure : le racisme est structurant et est une contrainte matérielle forte. Il est inséparable du capitalisme car il fait partie de ses structures. Il devient urgent que la gauche révolutionnaire et anticapitaliste soit capable de voir ce point « aveugle » de la lutte des classes et propose des interventions et des soutiens aux luttes tout en considérant ses propres biais qui peuvent se matérialiser sous différentes formes.

Il y aura un inconfort à la révolution pour les personnes blanches car elles ne seront plus en position de domination. Les révolutionnaires doivent défendre les personnes racisées en lutte pour leur émancipation et accepter cet inconfort. □

1) <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm>

2) « Décoloniser ! Notions, enjeux et horizons politiques », Passerelle n°24 2023, interview au Camp d'été décolonial 2016.

3) bondyblog.fr/societe/sante/syndrome-mediterraneen-quand-le-racisme-et-la-violence-sinvitent-a-lhopital/ et lanticapitaliste.org/actualite/international/race-et-racisme-aux-etats-unis-la-classe-nexplique-pas-tout

4) <https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/kmpc062.htm>

5) <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1913/02/vil19130200.htm>

6) https://mensuel.lutte-ouvriere.org/2019/06/29/cause-animale-veganisme-et-antispecisme_132985.html (l'article est sur l'antispecisme (!) mais les termes employés ici se retrouvent ailleurs).

7) « Décoloniser ! Notions, enjeux et horizons politiques », Passerelle n°24 2023, interview au Camp d'été décolonial 2016.

8) Discours de 1964.

www.socialistalternative.org/2005/07/01/you-cant-have-capitalism-without-racism-looking-back-at-malcolm-x-1925-1965/

9) <https://www.cahiersdusocialisme.org/capitalisme-et-racisme/>

10) Le Congrès socialiste international de Stuttgart, publié le 20 octobre 1907 dans le n°17 de Proletari.

11) <http://dormirajamais.org/hugo/>

Penser, comprendre, écouter, pour agir dans les quartiers populaires

ENTRETIEN AVEC OMAR SLAOUTI

Nous avons rencontré Omar Slaouti, militant politique antiraciste et anticapitaliste à Argenteuil, membre notamment du collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri, pour discuter de la mobilisation des quartiers populaires, de cette réaction politique aux violences policières et racistes.

L'Anticapitaliste : D'abord une question locale : La zone Argenteuil/Bezons/Épinay à proximité de Nanterre n'est pas apparue comme particulièrement touchée par la révolte des quartiers populaires. Qu'en est-il ?

Omar Slaouti : Argenteuil et ses environs ont été marqués comme partout par beaucoup d'émotion et de colère politique, trois ou quatre nuits de suite. C'était en crescendo et puis c'est retombé comme aussi un peu partout après l'inhumation du corps de Nahel. On a vu essentiellement un face-à-face avec la police même si une devanture de banque de la Société Générale a pu voler en éclats sur le Val Sud ou que La Banque postale a eu tout son câblage de fibres optiques détruit suite à l'incendie d'une voiture. Et comme partout, les interprétations entre les bonnes et les mauvaises colères, celles qui sont

légitimes et celles qui ne le sont pas, ont envahi toutes les ondes et les cerveaux bien-pensants. Or, si on ne comprend pas le contexte ou que l'on relativise, le sens politique disparaît.

À Argenteuil, la colère politique s'est exprimée avec force car il y a eu trois morts relativement récemment : Ali Ziri âgé de 69 ans que l'on connaît bien, Sabri, un jeune homme d'à peine 18 ans, décédé en mai 2020 à Argenteuil avec sa moto, en lien avec une voiture de police, et Olivio, dont la famille est d'Argenteuil. Olivio quelques mois avant de mourir avait organisé un tournoi de foot pour rendre hommage à son pote Sabri. La mort de Nahel ravive les plaies et confirme dans nos chairs le racisme structurel de cette police qui fait écho au racisme systémique. Celui-là même qui couvre les flics avec une justice de race en plus d'être de classe et qui fait des racisés d'en bas les

plus discriminés de ce pays et dans tous les domaines.

Par rapport à 2005, on constate une généralisation des affrontements au-delà des grandes villes «traditionnelles», un peu comme les manifestations contre la réforme des retraites, y compris dans les moyennes et petites villes. L'utilisation des réseaux sociaux est-elle une explication suffisante ?

Pour l'essentiel, il y a en amont des réseaux sociaux, une grille de lecture largement partagée, concernant les violences policières et qui apparaît clairement dans la façon dont a été assassiné Nahel. Il n'a pas été tué, il a été exécuté à bout portant. Et si on parle précisément d'assassinat, c'est que l'intention était là, elle précédait le tir. Oui, aujourd'hui des flics disent entre eux, je vais m'en faire un. Un, c'est un bicot, un nègre. Les jeunes le



Graffiti sur un mur à Paris (quartier Batignolles) «Justice pour Nahel» à côté du logo des soulèvements de la Terre, fin juin 2023.
© Guallendra / CC BY-SA 4.0



savent car au contact de ces flics au quotidien, les insultes, les palpations humiliantes, les coups fusent et annoncent le doigt qui un jour va presser la gâchette. Cela donne une légitimité à la révolte partout où vivent des personnes discriminées au regard de leur race. Race au sens de construit social.

Cette haine du flic est celle de l'uniforme pour ce qu'il représente comme autorité sur les corps des noirs et des arabes. Oui, c'est partagé un peu partout en France. Reste que cette colère est visible après la mort de Nahel parce qu'il y a de la fumée. Mais c'est toute l'année que ça crame sauf qu'il n'y a pas de fumée. Ça crame dans chaque individu, chaque famille, chaque quartier quand l'école te jette, le travail t'éjecte, les lieux de loisirs te rejettent. Alors dans un entre-soi salvateur, tu prends ta revanche et même avec une compétition entre les quartiers avec les réseaux sociaux comme témoins.

La vérité est que la colère est largement partagée, encouragée et, là, les réseaux sociaux ont joué un rôle d'une grande efficacité, plus grande qu'en 2005. Quant au rapport avec les retraites, c'est pas si évident. Je mettrai plus en lien ces révoltes avec celle des Gilets Jaunes. Les flammes des ronds-points et celles des cités ont des couleurs communes.

On a pu lire dans *Libération* une déclaration d'un père à son fils : « J'ai caillassé en 2005, je te jure ça sert à rien ». Pourtant, est-on dans une « réponse » à la perception des jeunes que leurs (arrière) grands-parents, leurs parents on été (sur)exploités depuis plusieurs générations ?

Entre hier et aujourd'hui, les mêmes mécanismes sont à l'œuvre. Si vous relisez ce qu'écrivait le Forum Social des Quartiers Populaires, il n'y a pas une ligne à enlever sur l'analyse de la période.

La question lors des révoltes ne relève pas de leur utilité première. Le « ça sert à rien » ne sert à rien pour comprendre. Dans ma ville, on a monté il y a des années « Argenteuil Stop aux Violences Policières », ça fait ASVP (comme pour les Agents de Sécurité Voie Publique) et une mère et son fils racontaient dans un témoignage, comment cet enfant de 11 ans à l'époque a été contraint par un flic de se mettre à 4 pattes, en larmes, pour essuyer le crachat de ce fonctionnaire de l'État. Les amis de cet enfant étaient

témoins hier, aujourd'hui ils sont acteurs pour en découdre... et même si « ça sert à rien » vu de loin, vu de très loin de tous ces corps meurtris.

Par ailleurs, depuis 2005, des choses ont changé avec le développement et la conscience d'un antiracisme politique qui a enfin gagné une partie de la gauche. Une prise de conscience de l'existence des lieux, des espaces ségrégués d'un point de vue social et racial. Ces quartiers dits populaires par euphémisme, mais qui concentrent surtout des personnes racisées noires et arabes, et notamment les femmes de familles monoparentales. Parce qu'il y a une misère sociale qui impose un habitat aux gens là où ils peuvent, là où c'est le moins cher. De même, qu'il y a une hiérarchisation genrée du travail, il y a une hiérarchisation raciale du travail, même si les ressorts historiques ne sont pas les mêmes. Gagnant moins que les autres, ils se retrouvent dans certains espaces, il y a une concentration de ces populations dans ces quartiers dans lesquels le droit commun est différent. L'État dépense moins de fric, toutes choses confondues, pour un·e habitant·e des classes populaires que pour les habitant·es des centres villes ou des beaux quartiers parisiens. C'est vrai dans l'Éducation nationale mais aussi par exemple dans la santé comme on l'a vu lors de la crise Covid pendant laquelle les QP étaient particulièrement touchés, non en raison de prédispositions physiologiques, même si les corps sont usés plus qu'ailleurs, mais parce que les infrastructures sont absentes et la promiscuité plus grande. De ce point de vue, on peut parler de « territoires perdus de la République », mais seulement de ce point de vue.

Alors oui, ça a été utile en 2005 de se révolter, il n'y a pas de doute. Et ça l'est encore. S'il n'y avait pas eu les nuits de révoltes, le soulèvement de Nanterre, comme on dit maintenant, l'affaire Nahel n'aurait pas été connue et le flic n'aurait pas connu le sort qui lui est réservé, c'est-à-dire une mise en accusation pour homicide volontaire sans présager pour autant de la suite, car le système policier s'en sort toujours. Les jeunes dont on parle, comme tout le monde, ont une grille de lecture politique des plus opérantes et pour une raison simple : ce sont les dernier·es à pouvoir se satisfaire de la grille de lecture de CNews et de BFM. Les relents nationalistes, l'appel aux valeurs

françaises... sont des choses qui vont fonctionner beaucoup moins bien chez elles et chez eux que chez les français dits de souche, car tout le monde a bien compris que ce sont elles et eux qui étaient montrés du doigt. Ils/elles doivent chercher une grille de lecture qu'ils/elles construisent et trouvent aussi sur les réseaux sociaux, loin des médias mainstream, de la « presse de préfecture ». Le tout, c'est d'éviter de tomber dans les divers complotismes, le grand écueil des réseaux sociaux.

Dans une interview au *Monde* à propos de son dernier ouvrage *Ratonnades à Alger 1956*, Sylvie Thénault affirmait : « Il me semble d'ailleurs qu'il y a également une continuité autour de cette catégorie de "musulmans". Dans l'Algérie française, elle était utilisée pour désigner tous les Algériens, croyants ou non. Elle niait ainsi l'existence d'une nation, tout en les différenciant. Ils n'étaient pas jugés assimilables a priori, pour des raisons d'abord culturelles. Et cette catégorie reste aujourd'hui une catégorie pratique du racisme. L'imaginaire de la colonisation demeure puissant en France. Il est même plus présent que jamais. » Quelle place te semble prendre cette dimension dans la révolte actuelle ?

Dans son livre, on mesure la haine raciale de ces populations, pour ne pas dire d'une partie du peuple qui ne sont pas catégorisés comme « français musulmans » à l'endroit précisément des musulmans. La police, l'État, peut être débordé par ces hordes qui pratiquent les ratonnades. On y est. Aujourd'hui, la DST connaît le risque majeur des attentats terroristes contre des mosquées mais aussi celui de ratonnades qui s'organisent et pas directement en lien avec des groupes d'extrême droite.

Pour autant, tout découle d'un racisme élitaire, qui se légitime, ravive le racisme séculaire, celui qui a marqué les sociétés dites « modernes » par l'esclavagisme, le colonialisme ou l'impérialisme tout comme il y existe aussi dans ce pays un antisémitisme séculaire. Mais la responsabilité des élites – ceux et celles qui ont quasiment tous les pouvoirs – économiques, intellectuels, symboliques – joue un rôle fondamental dans les grilles de lectures idéologiques dont évidemment celles de l'islamophobie qui trouve sa matrice dans le colonialisme. S'ajoute à cela qu'il y a un État dans l'État avec des syndicats

de police en force et qui déversent une grille de lecture raciste, culturaliste sur la société actuelle. Ça pèse énormément dans la construction du « racisme du petit blanc », c'est-à-dire de ceux et celles qui sont aussi dans la misère, qui sont aussi les victimes de toutes les réformes néolibérales, mais qui sont branchés sur BFM/CNews. Ces discours racistes leur donnent la possibilité de retrouver une certaine dignité qui hélas n'est pas celle du travail, du fait du marasme économique, mais qui va être celui de la Nation, des « valeurs françaises » et le capitaliste racialiste de Bolloré n'est jamais très loin. Celui-ci incarne à la fois le capitalisme et l'avant-garde du racisme structurel dans ce pays.

On a, avec ces idéologues, une volonté d'établir un « Grand remplacement » de l'impérieuse nécessité du partage des richesses et de l'égalité des droits par la hiérarchisation raciale. Ainsi, dans la population française, on avait 80% des salariéEs qui étaient contre la réforme des retraites mais 70% qui sont d'accord pour une nouvelle loi sur l'immigration. On fait face à une situation compliquée, une croisée de chemins : perdre sur la question des retraites c'était potentiellement faire gagner le RN, l'extrême droite et toutes les mesures racistes du gouvernement actuel. Cet assassinat de Nahel est même légitimé par une partie de la population, y compris des manifestantEs contre la réforme des retraites. Du coup, on se retrouve avec une caisse de solidarité pour le flic qui est capable de récolter 40 années de son salaire en à peine 4 jours.

Mais les premiers responsables politiques sont au sommet et c'est à ceux-là qu'il faut casser le bras.

Après les échecs des grandes mobilisations sociales des dernières décennies, et un peu dans l'esprit des Gilets jaunes, assiste-t-on, de fait, à une substitution du mouvement social en difficulté face aux politiques de la bourgeoisie, impuissant face à la montée de l'autoritarisme ?

Non, ça me semble plus compliqué que cela dans la perception de ceux et celles-là mêmes qui se révoltent aujourd'hui. Ceux et celles qui se mobilisent le font contre le gouvernement Macron qui a cassé la mobilisation contre la réforme des retraites. Ceux et celles qui bougent ont vu les éborgnéEs, les mutiléEs, ce que la police Macron était capable de faire sur des manifestantEs.

Il n'y a pas une césure totale entre les manifestations d'hier sur les retraites et celles d'aujourd'hui contre les violences policières, je pense qu'il y a des continuités dans la construction mentale de ce qu'est l'État et sa police. Ceux et celles qui « balancent » la nuit se sentent d'autant plus légitime que Macron a perdu toute légitimité du point de vue social, du point de vue de la répartition des richesses, ce président des riches avec une police raciste. Donc quand on dit il faut se faire ce gouvernement, reste le problème des moyens pour y arriver. Ce ne sont pas des tracts, des affiches, des rendez-vous Nation-République seulement qui feront avancer notre cause.

Mais en même temps certains d'entre eux, ou leurs parents, ou des gens qui travaillent, ont pu manifester ici et là. Je récuse l'idée qu'il n'y avait pas de noirs et d'arabes dans les manifestations sur les retraites.

Évidemment, c'est plus compliqué de se mobiliser quand on est pauvre que quand on a un peu plus de respiration socialement parlant, quelle que soit l'origine ethnique.

Par contre avec les révoltes de ces derniers temps, ceux et celles qui se mobilisent le font sur leur terrain. Ils sont balaisés, parce qu'ils le connaissent, ils connaissent la cité, ils se déplacent assez rapidement. Ils ont, à juste titre, une sorte de titre de légitimité géographique parce que c'est « chez eux ». Ils ont été ségrégués socialement, dans l'espace et donc, dans certains endroits qu'ils ont fini par s'accaparer, ils sont chez eux. Eux, ils jouent à domicile.

De la même manière que quand les ouvriers et les ouvrières occupent une boîte, ils et elles occupent *leur* boîte. Ce

n'est pas la boîte du patron, ce sont *leurs* machines, *leur* outil de travail, avec cette idée d'accaparement de l'outil de travail. Il y a ici un accaparement d'un espace social, d'un environnement géographique, lorsqu'on est amené à s'affronter aux institutions ici, au bras armé de l'État.

Même si l'appartenance de « classe » des jeunes engagéEs dans la révolte n'est pas ancrée dans des rapports au travail, à l'exploitation capitaliste « classiques », quelles pistes, quels chemins, pour un rapprochement des mobilisations et au-delà une (ré)unification de notre camp social, des oppriméEs et des exploitéEs ?

Il y a des espaces et des temps de mobilisation différents qui ne se superposent pas, on peut parler de discordances. Mais ça ne veut pas dire dissonances entre ces processus ou événements. Il y a au contraire des résonances, à nous de les trouver et de poser des articulations. Le terme de convergence induit une ligne de mire, un point focal au loin ou un horizon qui nous rassembleraient, et ça, ça ne marche pas, ce n'est pas la réalité.

D'abord, généralement celui ou celle qui appelle à la convergence appelle sur son point focal à lui, et pas sur celui des luttes voisines. Et c'est vrai pour l'ensemble des luttes contre les oppressions et l'exploitation capitaliste. Certaines membres de collectifs féministes estiment qu'il faut se battre contre la société patriarcale sans remettre en cause le système capitaliste. CertainEs font l'articulation entre les deux pendant que d'autres sont uniquement focaliséEs sur la lutte de classe.

On est quelques-uns à ne pas trop utiliser le terme de convergence. Par



Dans la nuit du 29 au 30 juin à Besançon.
© Toufik-de-Planoise / CC BY-SA 4.0



contre, encore une fois, il peut y avoir des articulations, ce n'est pas pareil. Il peut y avoir des passages de relais, et je pense qu'entre la séquence des Gilets jaunes, celles sur les retraites et la séquence qu'on vit actuellement contre les violences policières, il y a des passages de relais, avec un point commun : l'affrontement contre ce gouvernement avec son bras droit qui est la police et l'armée, parce qu'il faut dire que l'armée est aujourd'hui aux manettes dans les quartiers populaires.

Dans le cas des articulations, la place de ceux et celles qui ne sont pas en mouvement en tant que tels, c'est de soutenir ceux et celles qui bougent. Là, il y a des collectifs contre les violences policières, il y a des jeunes qui sont incarcérés et qui prennent du très très lourd. La bonne nouvelle, c'est que tout ce qu'il y a de plus institutionnel du point de vue des organisations des Droits de l'Homme ont fait corps avec de nombreux syndicats et partis politiques derrière le Comité Adama et la Coordination nationale contre les violences policières, pour dénoncer le racisme systémique, celui de la police et les interdictions de manifester.

Après les « milices » à Lille, les interventions armées fascistes, les brigades « pied d'immeubles » en Seine-Saint-Denis... n'est-il pas nécessaire de penser à une autodéfense ?

Cela montre qu'on ne peut pas rester entièrement désarmés. Il y a une fascisation de la société orchestrée au sommet de l'État. Et évidemment, ça ouvre toutes les vannes et les groupuscules fascistes pullulent dans cette atmosphère, sans aucun problème.

Mais du point de vue de l'autodéfense, l'affrontement avec la police la nuit, c'est de l'autodéfense. C'est la contre violence mise en œuvre face à la violence. Il est hors de question de mettre toutes ces violences au même niveau. Il y a dans l'autodéfense déjà une mise en place de quelque chose qui fait rêver sans doute le premier des gauchistes mais qui existe de fait dans les quartiers populaires.

Alors c'est un début, ça ne suffit pas évidemment... Ce qu'il faut savoir c'est que demain, si on veut avoir des capacités d'autodéfense, il faudra partir de cette expérience-là aussi.

Quelle(s) construction(s) politique(s)? Comment construire une organisation politique, quels sont les points d'appui dans les QP ?

Il faut inverser la question quand on vit dans les quartiers populaires, et ça devient : quels ont les points d'appui dans les partis politiques y compris révolutionnaires ou radicaux pour construire nos vies à égalité de dignité dans ces quartiers ? Et de là, tout découle. Que ces partis assument politiquement les révoltes, soutiennent y compris financièrement la légal team pour venir en aide aux inculpés de ces nuits de révolte. Que ces partis assument les boussoles de l'égalité politique, de l'autonomie des luttes y compris évidemment celles qui se revendiquent de l'antiracisme politique, car la classe ne résume pas tout. Elle est évidemment très importante, centrale à certains moments, elle l'est un peu moins d'autres fois, quand la question de la race submerge. Le capitalisme s'est construit sur la hiérarchisation raciale.

L'idée est que pour pouvoir être entendu dans ces quartiers-là, il faut entendre ces quartiers-là.

Ce qu'on dit dans ces quartiers-là, c'est : je suis exploitéE dans le cadre du système capitaliste, même si ce n'est pas dit comme ça, voire surexploitéE, notamment les femmes. Elles l'ont dit, par exemple, les femmes de ménage de certaines sociétés qui sont des boîtes de sous-traitance, pour la SNCF ou autres. Il y a exploitation et même surexploitation c'est pas du tout un mot tabou. Mais en même temps, la question de la race est aussi quelque chose d'important. Et ça se traduit par des discriminations systémiques, par le fait que les hôpitaux psychiatriques sont pleins de Nous : de Noirs et d'Arabes. La question de la psychiatrisation est une question sociale trop souvent ignorée. Et les prisons aussi sont pleines de Nous.

Alors, il faut bien entendre ce qui se dit dans ces quartiers-là pour pouvoir discuter d'égal à égal et pas venir avec le « petit livre rouge » ou je ne sais quoi. Ce n'est pas du tout les postures des camarades du NPA actuel. Et dans ce qu'on doit entendre dans la période, c'est ce qui relève de l'islamophobie qui est aussi un angle mort.

Le NPA a raté l'occasion lors de sa création autour de ce qu'on appelle l'affaire Ilham Moussaïd.

Parce que des camarades du NPA n'ont strictement rien compris à la question

des discriminations à l'égard des personnes de religion musulmane, de l'islamophobie. Ils n'ont rien compris à ce que pouvait signifier le port du foulard ou la religion en tant que telle. Il y a des camarades qui bouffent du curé du matin au soir, ils ne sont pas simplement agnostiques ou athées – c'est leur choix, il n'y a pas de souci – mais qui ont un rapport à la religion qui les rend totalement aveugles à l'islamophobie.

C'est comme si, en pleine période d'antisémitisme en France dans les années 30, le débat était « est-ce qu'il faut croire en Dieu ou pas, quelle est la condition de la femme juive ? ». Il y a un antisémitisme structurel dans les années 1930, en France et partout en Europe. La mission n'est pas de savoir ce qu'on pense de telle pratique religieuse juive ou de ce que c'est que d'être juif. En 1938, il y a eu la conférence d'Évian, où plus de cent pays sous l'égide du gouvernement français se sont retrouvés à Évian, pendant que les Juifs fuyaient les pogroms à l'Est. Ils ont débattu des conditions de leur accueil. Trois raisons ont été invoquées pour ne pas les accueillir. D'abord, la France n'est pas responsable de ces pogroms. Deuxièmement, les moyens économiques ne le permettent pas. Et troisièmement, la population française n'est pas prête à les accueillir. Aujourd'hui, on a quelque chose qui est quasiment du même ordre, sans faire un copier-coller parce que les circonstances sont différentes, mais du point de vue du mécanisme, du rejet, de la xénophobie, de la construction de l'altérité négative, on a quelque chose du même ordre à l'endroit des migrants. Aujourd'hui, rien n'a changé. Avec le « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde... mais chacun doit en prendre sa part » du PS, tout le monde doit comprendre que la gauche historique à la remorque de ce parti a détruit et trahi tous les espoirs dans nos quartiers.

Nahel est mort assassiné par la loi de 2017 de Cazeneuve Hollande. La dernière loi votée par ce PS criminel et que le FN à l'époque espérait. Il faudra beaucoup de patience pour reconstruire la confiance et admettre que la vraie gauche se construira à partir aussi des quartiers populaires. Avec des anciens et des plus jeunes, on va bientôt lancer l'Assemblée Nationale des Quartiers Populaires et vous verrez qu'en 2024 il n'y aura pas que la flamme des Jeux olympiques qui traversera la France... □

Propos recueillis par Robert Pelletier

Le front unique des délinquants : réunir la classe contre l'ordre capitaliste

PAR HAFIZA B. KREJE

Le mardi 27 juin à 8h16, la police nationale a une fois de plus endeuillé une famille : cette fois, c'est un jeune homme de 17 ans, Nahel Merzouk, qui a été abattu d'un tir à bout portant, dans la tête, au cours de ce qui n'aurait dû être qu'un contrôle routier. Son meurtre a suscité une émotion considérable : tout d'abord, parce qu'il s'agit de la mort d'un adolescent, et d'autre part parce que cet assassinat a été diffusé à large échelle à travers la vidéo prise par une passante et relayée sur les réseaux sociaux.

Aussi atroce que soit sa mort, la commisération et le deuil auxquels elle oblige, ses circonstances obligent également notre organisation à déduire de la possibilité même de ce meurtre les coordonnées de la période pour mieux agir, pour ne pas renvoyer la mort de Nahel à un événement tragique, mais bien à un signe qui éclaire la conjoncture. Comme l'écrivait Trotski dans son autobiographie : « *L'empirisme borné, une attitude simplement rampante devant le fait [est] odieux. Au-dessus des faits, je cherchai des lois. [...] Dans tous les domaines sans exception, je ne me sentais capable de me mouvoir et d'agir qu'à condition de posséder un accès aux généralisations. Le radicalisme social et révolutionnaire qui devint la ligne médiane de ma vie spirituelle, et pour toujours, vint précisément de cette aversion intellectuelle pour tout ce qui est lutte mesquine, empirisme, pour tout ce qui, d'une façon générale, n'est pas idéologiquement formé, n'est pas établi par la théorie.* »¹

L'analyse des révoltes – dont on ne proposera pas un résumé d'étapes factuelles, qui ne correspondrait qu'à un constat empirique borné – mais plutôt la mise en perspective des facteurs subjectifs qui ont permis l'émergence d'une contestation à large échelle et leur transcription objective dans la totalité sociale. Nous suivons en cela la

méthode de Lukàcs, qui rappelle dans *Histoire et conscience de classe* la priorité logique de l'action politique sur la transformation des conditions matérielles d'existence : si les lieux de travail ne sont pas les espaces des révoltes urbaines, la transformation matérielle des territoires qu'elles induisent est indéniablement concrète.

Cette mise au jour des facteurs subjectifs de la révolte nous permettront d'établir les perspectives qui se dessinent comme les possibles et les obstacles à la transcendance des révoltes à partir même de nos objectifs révolutionnaires.

LES RÉVOLTÉS ET LEURS SOUTIENS : L'ARTICULATION DES ESPACES

Les révoltes urbaines correspondent à l'expression directe du soulèvement consécutif à la mort de Nahel. Sans médiation ni mobilisation, la solidarité est dans les quartiers une évidence.

La mobilisation affective : l'identification et le rôle de la famille

Les révoltes urbaines sont fondées sur une dimension communautaire majeure. Le terme de « communautarisme », utilisé pour stigmatiser les racisés et leurs appartenances culturelles, comme leurs mouvements politiques doit être regagné (*reclaimed*) : la communauté désigne, dans la philosophie politique classique comme chez Marx

l'association concrète des hommes – en amont de la contractualisation des relations, et de l'abstraction politique². Le communisme que nous visons est précisément la réinstauration de ces rapports concrets en remplacement des rapports abstraits libéraux : la communauté doit donc être revendiquée comme base subjective du communisme.

Or la communauté est précisément le rapport politique des concernés entre eux : Nahel est mort en conduisant un jeune de sa cité à l'examen du brevet³. Il était accompagné de deux autres jeunes, eux aussi mis en danger par la conduite du policier. Les images de la violence gratuite de l'interpellation du passager de la voiture sont éloquentes : les mains en l'air, un adolescent noir est « balayé » par un policier pour lequel il n'existe pas de déontologie devant les racisés.

Ces adolescents racisés furent les acteurs principaux des révoltes. Comme l'explique Fabien Truong, « *Ce sont des garçons du même âge que Nahel, qui réagissent de manière intime et violente pour une raison simple : cette mort aurait pu être la leur. [...] Chaque adolescent de ces quartiers garde en mémoire des souvenirs d'altercations avec la police. Les contrôles d'identité*



désagréables et répétés en bas de chez soi sont humiliants, génèrent du stress et nourrissent, à la longue, un profond ressentiment. [...] Ces jeunes se disent qu'ils sont contrôlés pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'ils font.»⁴. Ainsi, quand Nahel est qualifié de « grand frère du quartier », il faut bien comprendre littéralement l'élargissement de la sphère familiale aux amis proches, mais également à ceux qui partagent une communauté de destin : l'identité au sein du groupe apparaît ainsi comme le vecteur d'une solidarité qui dépasse les interrelations, et même la dynamique d'entraide. La communauté est ainsi irréductible à une solidarité concrète et dépasse le potentiel même de la coopération socialiste.

Les femmes, redresseuses des torts du racisme systémique

De façon plus prégnante encore, la figure de la « maman de Nahel » sera fondamentale pour orienter le mouvement social : apparaissant directement aux côtés d'Assa Traoré, et appelant à une « marche blanche de la révolte »⁵, elle légitime l'embrasement des banlieues. C'est la famille

qui appelle au soulèvement : l'intime rejoint le politique, y compris dans le deuil. Parallèlement, l'enthousiasme de Mounia dans le mouvement populaire lors de la marche blanche sera maintes fois récupéré pour délégitimer son rôle de mère et réduire le débat politique à des menées sexistes et réactionnaires, et défaire les sympathies naissantes dans la société pour le mouvement de révolte.⁶ C'est donc bien le rapport à la famille qui est ici en jeu, qui, dans la continuité du fait communautaire, se présente comme un geste d'amour authentique qui se manifeste comme fusionnel et inconditionnel. Mounia Merzouk, comme Assa Traoré et Amal Bentounsi avant elle, réaffirment leur attachement indéfectible à la défense de leurs hommes, de leurs frères ; et c'est cette puissance de l'amour féminin qui participe à mobiliser les foules et à construire les mouvements antiracistes. Le Front de mères, fondé en 2016 par Fatima Ouassak, rejoint la même logique. Il est par conséquent urgent de réviser et complexifier, sans l'abandonner, la condamnation traditionnelle de la famille par l'extrême gauche qui l'étiquette comme institution patriarcale ou castratrice : elle apparaît manifestement comme le lieu d'une subjectivation militante incontournable dans les quartiers populaires, et plus particulièrement dans les espaces où la racisation fait des hommes les premières cibles de la violence répressive de l'État.

Les soutiens extérieurs et l'introduction d'un mouvement social plus large

Les soutiens extérieurs et l'introduction d'un mouvement social plus large

Le mouvement spontané des révoltes urbaines a été particulièrement massif : 553 communes ont été agitées, plus de 2 500 bâtiments d e g r a d é s , 6 000 véhicules incendiés⁷. Ces

nombreux inédits manifestent la vigueur de la mobilisation dans les quartiers populaires : les banlieues les plus proches de Paris, densément peuplées, ont été parmi les plus massivement mobilisées. Globalement, on y retrouve quatre espaces principaux, dès la nuit du 28 juin : autour de Paris, autour de Lille, autour de Lyon, autour de Nantes. Pour autant, si la comparaison avec les émeutes de 2005 a été souvent faite, le mouvement s'en est distingué cette fois par sa brièveté, six jours, soit la moitié de la période des émeutes de 2005, et par son extension géographique. Les zones rurales, concernées, comme Saint-Florentin dans l'Yonne, renvoient aux mêmes populations : des raciséEs stigmatiséEs dans les grands ensembles.

La violence de la répression est l'analogue de la réponse apportée aux révoltes de 2005 : la même procédure de pénalisation-sanction, les mêmes déploiements massifs des forces de l'ordre. Les interdictions des manifestations contre les violences policières s'insèrent ainsi dans le même dispositif, quoi qu'elles doivent être tempérées par l'interdiction des manifestations des collectifs en soutien aux policiers, comme l'association Femmes des Forces de l'ordre en colère. L'arrestation violente du frère d'Adama Traoré et de Samir Elyes, identifiés comme les organisateurs du comité Adama, manifeste la volonté d'afficher la fermeté d'un exécutif qui n'entend pas rechercher l'apaisement. Cette stratégie d'intransigeance souveraine s'intègre pleinement dans la présidence Macron, au libéralisme autoritaire de plus en plus affirmé.

Notre soutien spontané, immédiat et inconditionnel aux révoltes est la marque d'une réelle progression : la gauche s'est massivement mobilisée lors des marches organisées, ainsi que dans l'organisation des rassemblements de soutien devant les mairies, notamment appuyés par notre propre mobilisation dans ces cadres. Elle est parvenue à renforcer la convergence établie laborieusement durant les mouvements pour les retraites, entre partis et syndicats, et à l'étendre aux mouvements sociaux. Nous pouvons nous féliciter de cette transformation des dynamiques, et des évolutions de notre camp : en 2005, la plupart des organisations de gauche s'étaient montrées passives. Nous nous étions nous-mêmes peu manifestés, et avions



Véhicule en flamme à Champigny-sur-Marne (quartier du Bois-l'Abbé) dans la nuit du 30 juin 2023, lors des révoltes consécutives à la mort de Nahel. © Siciliathisma/ CC BY-SA 4.0

affirmé ne «*pas savoir comment prendre le mouvement.*»⁸ De plus, la composante islamophobe de l'analyse des émeutes a globalement été absente: en 2005, les révoltes se généralisent après le jet d'une grenade aux abords de la mosquée Bilal de Clichy-sous-Bois, et les commentateurs y voient la manifestation d'un embrasement islamiste, malgré les appels au calme des organisations musulmanes. C'est pourtant la convergence entre les mouvements écologistes et les mouvements antiracistes, notamment ouverte par l'appel lancé par le comité Adama en 2020 à Attac et Alternatiba à les rejoindre pour leur marche à Persan, qui retient l'attention des mouvements antiracistes les plus impliqués.⁹ L'interdiction de la marche du comité Adama, depuis le 8 juillet, aboutit à la mise en œuvre d'initiatives transversales de lutte contre les violences policières, et nous participons pleinement à son édification. L'organisation commune qui se dégage semble pouvoir être à même d'offrir les commencements d'une résistance organisée à la répression, qui jusque-là s'abattait ponctuellement sans pouvoir rencontrer de contre-pouvoir.

DÉPASSER L'ARTICULATION PASSIVE: DES PISTES POUR PENSER LA CONSTITUTION D'UNE TOTALITÉ MILITANTE

Si notre ligne politique est désormais plus nette qu'en 2005, il est indéniable que le constat d'une véritable difficulté à faire corps avec le mouvement nuit à notre participation active. La crainte de récupération, partagée par l'ensemble des composantes de la gauche radicale jusqu'à l'extrême gauche, et une implantation insuffisante parmi les racisés et dans les quartiers populaires ont participé à nous situer dans une posture d'accompagnement et non pas d'initiative. Celle-ci n'est pas satisfaisante: le respect de la différence des vécus, et de l'incommensurabilité des vies soumises au danger permanent de l'abus de pouvoir sont des fondamentaux qu'il nous importe de conserver et de renforcer, mais pour autant, il est nécessaire d'affirmer la spécificité d'une solution communiste aux enjeux posés par le mouvement.

Tous extérieurs: les révoltes urbaines et leur espace
L'impression d'illégitimité qui est

supposée justifiée par la composition des mouvements ouvriers devant les espaces racisés doit être combattue concrètement. Elle est une expression de la fragilité blanche, qui devant la provincialisation de son langage militant, préfère se replier: extérieures aux quartiers populaires, étrangères à leur réalité, les organisations blanches attendent d'être sollicitées pour pouvoir dialoguer.

Une analyse concrète de ces soulèvements ne manifeste-t-elle pourtant pas l'extériorité au mouvement comme la structure même des révoltes urbaines: les familles, en première ligne des collectifs militants, compréhensifs de leurs enfants, ne tentent-elles pas elles-mêmes de tenir leurs enfants à distance de la lutte? Durant le mouvement, la participation ou même les diffusions dans les quartiers populaires sont apparues pour beaucoup d'entre nous comme suspectes d'opportunisme: mais manquer une échéance majeure n'est-il pas davantage le signe d'une forme de résignation à l'isolement, des quartiers populaires comme de notre parti?

C'est au contraire, en acceptant d'une part de tirer des leçons et des enseignements des mouvements des concernés, et d'autre part en se proposant d'entrer dans un dialogue militant que la construction des enjeux peut enfin être collective. Cela implique bien sûr d'être capables de se faire les héritiers de ces mouvements. À cette fin, les médiations sont nécessaires: là où la «convergence» manifeste des points de vue séparés, le concept de médiation, enraciné dans la dialectique marxiste, permet de penser des étapes à la construction d'un mouvement commun. Le modèle des Soulèvements de la Terre, accueilli dans les dialogues avec les mouvements antiracistes témoigne de la pertinence d'une méthode militante spécifique d'hybridation: ils ont en effet organisé un fonctionnement composite, visant à intégrer les différents participants à leur mouvement en respectant leurs traditions militantes. C'est une esquisse de ce que nous pouvons engager nous-mêmes.

Le délinquant contre la propriété privée: la révolte et le pillage, aux origines des révolutions d'hier et de demain

Dans cette perspective, l'altérité des quartiers populaires doit être

questionnée: comme le met en évidence Édouard Soulier dans son article «Marxisme et racisme» (page 22 de ce numéro) la supposition d'une altérité radicale dans les quartiers populaires se place directement du point de vue d'un mouvement qui serait toujours a priori blanc. Il reproduit dès lors le prisme raciste et condescendants des mouvements du XIX^e siècle, plaçant le communiste dans une position de surplomb.

Pourtant, les «révoltes», telles qu'on a voulu renommer les destructions et appropriations urbaines, font partie de notre tradition, et sont même directement liées à la contestation même de la propriété privée, laquelle est au cœur du projet communiste. S'opposer à la délinquance comme dépolitisante, c'est en réalité souscrire au partage du politique opéré par le pouvoir légal.

Dans son classique de 1975, *Surveiller et Punir*, Michel Foucault montre que la figure du «délinquant» est inséparable du développement du capitalisme industriel, qui a pour objectif de combattre l'adhésion populaire à la transgression des règles de propriété féodales¹⁰. En effet, l'Ancien Régime associe la propriété à un titre et à un statut, et les grandes propriétés féodales sont fréquemment transgressées par le contournement des règles du prélèvement des taxes, notamment, aussi bien que par l'usage des ressources des féodaux: les illégalismes sont dès lors de l'ordre de la fraude. Avec l'individualisation des titres de propriété et l'accumulation du capital, les illégalismes apparaissent plus directement comme du vol, et sont distingués de la fraude, jugés cette fois intolérables et passibles d'emprisonnement: les pénalités très lourdes, et l'appel à la fermeté des instances publiques à la suite des «pillages» et des «saccages» des bâtiments publics doivent donc être replacés dans cette tradition.

Le délinquant, c'est donc d'abord la figure qui conteste la propriété privée, et ensuite apparaît comme le membre indocile et dangereux des classes populaires – précisément pour combattre leur résistance spontanée à la misère que cette captation représente. Dans son analyse, Michel Foucault repère la convergence entre les illégalismes



populaires et les mouvements révolutionnaires du long XIX^e siècle.¹¹ Plus intimement, la fameuse maxime « la fin justifie les moyens » était employée par les bolcheviks non seulement pour justifier le recours à la violence politique, mais aussi pour justifier des financements délictueux de ses activités. La délinquance, donc, fait partie intégrante de notre identité politique. Il est donc majeur de combattre et de questionner dans notre classe notre rapport à la délinquance : les « délinquants » des révoltes urbaines et les « casseurs » autonomes des manifestations s'en prennent directement à la propriété, et opposent la violence contre les biens à la violence politique et économique de l'État et du Capital. Si quatre tonnes de mortiers ont été saisies en une semaine par les forces de l'ordre, c'est bien que les révoltés préparaient leurs assauts. Comme le rappelait Lukàcs dans *Histoire et conscience de classe*, si le prolétariat ouvrier est révolutionnaire pour Marx, ce n'est pas tant par ses qualités propres que parce qu'il n'a rien à perdre. Opposant la force de l'État à la force directe des destructions matérielles, les révoltés ont infligé au Capital et à l'État les coûts que les grévistes fantasment : le 3 juillet, le Medef chiffre à 1 milliard les pertes pour les entreprises occasionnées par les destructions. Dès lors, dans une période d'escalade de violence du pouvoir répressif, comment pourrions-nous nous passer d'une telle force ?

Point de romantisme : il est tout aussi nécessaire d'être lucide sur le caractère anticapitaliste de ces révoltes : si elles font indéniablement partie du mouvement social et de notre camp, par leur origine, leur fondement et même par leur adversaire, elles ne manifestent pas tant une opposition au capitalisme qu'une adhésion à ses promesses. Les objectifs de sobriété que peuvent promouvoir les mouvements anticapitalistes contemporains sont éloignés des idéaux de réussite et d'ascension sociale, de sortie des quartiers et de la stigmatisation sociale, de la *hess*, et des représentations idéalisées de la richesse et du pouvoir, souvent associées aux *success stories* des rappers et des footballeurs.

Il est donc nécessaire d'entreprendre un travail de popularisation de l'hypothèse communiste en l'inscrivant

dans la continuité même des modes de vie communautaires. C'est par la mise en évidence concrète de l'association du communisme aux solidarités communautaires que la liaison peut se constituer. C'est avec l'ambition d'une communauté effective – et non pas appuyée sur des rapports antagoniques dont les expériences intimes de chacun mettent en évidence le caractère délétère – que l'espérance communiste peut retrouver les masses. Là encore, les enseignements issus du mouvement antiracistes sont majeurs : l'organisation du *Black Power*, dans les années 50, met en évidence l'expérience de la lutte et la force acquise dans les luttes quotidiennes des Noirs tout en insistant sur la nécessaire acquisition d'une discipline politique et d'une éthique militantes intransigeantes. Si l'on sait les insuffisances concrètes du mouvement, les dispositifs fréquemment usités dans nos rangs en vue de l'inclusivité de toutes doivent être proposés comme des moyens de construire cette transformation éthique.

CONCLUSION : POUR UNE DIALECTIQUE DES QUARTIERS POPULAIRES, LE PARTI, LE DÉLINQUANT ET LA MÈRE

En conclusion, la séquence associée à la mort de Nahel met en évidence un ensemble de possibles : la mise en évidence d'une force capable de s'opposer au capitalisme est patente. Elle est un magma capable de se soulever et d'embraser le pays en vue d'une transformation révolutionnaire. Ces forces sont instables, et sont encore éloignées de notre propre organisation : les surgissements aléatoires des révoltés et délinquants sont à la fois une faiblesse actuelle et une opportunité, celle d'enfin participer à une structuration commune de nos potentiels révolutionnaires. Il nous faut organiser la rencontre trop longtemps différée et reportée entre ces jeunes, nouveaux avatars du prolétariat, et l'expérience politique du parti. C'est l'initiative politique qui devra décider de son advenue. L'opposition entre la révolte et la révolution n'a jamais été si spacieuse : nos adversaires, quand ils accusent l'extrême gauche d'avoir fomenté des révoltes qu'elle n'a fait que soutenir, perçoivent de plus loin que nous un possible. Les analyses de nos adversaires ne sont pas un délire, ils sont un miroir ; de même que le *Capital*

se construit par l'analyse des catégories mêmes du capitaliste en vue de l'émancipation du prolétaire.

Si cependant le renversement est possible, il apparaît aujourd'hui sans horizon : la direction est pourtant essentielle tant au succès de la mobilisation, qu'à l'accomplissement de nos buts politiques. C'est avec l'humilité de l'expérience historique des échecs de tout substitutisme qu'il nous faut envisager la reconstruction de notre identité politique, en embrassant les espaces de l'intime dont nous sommes désormais convaincuEs qu'ils ne sont rien d'autre que politiques et incandescents, pour enfin établir le dépassement de la contradiction entre les masses par l'amour révolutionnaire. □

1) Trotski, *Ma vie*, éd. Folio, p. 118

2) Dans l'idéologie allemande, *Marx oppose ainsi la communauté réelle à la communauté illusoire constituée par l'État*; dans la Question Juive, il met en évidence le caractère concret de la communauté religieuse par opposition à la communauté abstraite que constitue la citoyenneté et s'oppose donc à l'antinomie de l'une et de l'autre.

3) « Nahel, c'est son grand frère du quartier. Il a tout de suite proposé à mon fils de l'emmener passer les épreuves du brevet » - <https://www.leparisien.fr/faits-divers/cest-un-fou-il-a-tire-les-derniers-mots-de-nahel-raconte-par-le-passager-arriere-de-la-voiture-03-07-2023-6HW45JAGNACTGURYDNERVJWPM.php>

4) https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/06/30/fabien-truong-dans-ces-quartiers-la-pauvrete-et-l-insecurite-sont-des-realites-concretes-c-est-pourquoi-cette-colere-est-politique_6179881_3232.html

5) https://www.lepoint.fr/justice/mineur-tue-a-nanterre-une-marche-blanche-organisee-le-29-juin-28-06-2023-2526568_2386.php

6) https://www.huffingtonpost.fr/life/article/quand-macron-parle-de-la-responsabilite-des-parents-ils-adresse-aux-parents-des-classes-populaires-et-pas-aux-autres-clx1_220001.html

7) https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/07/07/la-cartographie-d-une-semaine-d-emeutes-en-france_6180894_3224.html

8) Le Goaziou, Véronique. « 2. La classe politique française et les émeutes : silence et déni », Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005. *Édition revue et augmentée, La Découverte*, 2007, pp. 36-57.

9) Dans une interview récente au Média, c'est ce qu'affirme Fatima Ouassak, qui a fondé en 2021 *Verdragon*, la maison de l'écologie populaire. Elle réaffirme la nécessité de voir la sollicitation politique venir des concernées, vers les organisations traditionnelles de la gauche : la priorité ici donnée aux mouvements écologistes manifeste la fragilité de nos liens politiques avec elleux, et la nécessité de prendre en charge de façon plus active leur intensification - <https://www.youtube.com/watch?v=vat6lRkKbE>

10) C'est précisément ce que le texte sur le vol du bois documente chez Marx. Cf. Bensaïd, Daniel. *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres, La Fabrique Éditions*, 2007.

11) On pourra consulter la brève synthèse de Frédéric Gros par commodité pour appréhender les concepts foucauldians : « Foucault et "la société punitive" », *Pouvoirs*, vol. 135, no. 4, 2010, pp. 5-14. Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, pp.318 - 322, Gallimard, 1975.

Le marxisme : un outillage conceptuel toujours fécond pour l'étude des sociétés précapitalistes

PAR LAURENT RIPART

À une échelle large, le marxisme reste encore aujourd'hui conçu comme un historicisme, autrement dit comme une conception déterministe de l'histoire, un ensemble de lois d'airain qui détermineraient l'inéluctable marche de l'humanité vers les horizons radieux du socialisme.

Une telle vision du « matérialisme historique » – une terminologie qui provient d'Engels et non de Marx – s'est développée, dès la fin du XIX^e siècle, dans les différents courants qui se réclamaient du marxisme. Il a toutefois trouvé une expression particulièrement caricaturale dans le petit traité que Staline publia en 1936 sous le titre *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*. Destiné à poser les principes qui devaient prélever à toute approche marxiste orthodoxe de l'histoire, l'ouvrage de Staline fut édité dans toutes les langues, à commencer par le français, puisque le PCF en donna une traduction dès 1937, avec une introduction qui affirmait qu'il s'agissait là d'un ouvrage majeur, dont l'importance pour l'humanité ne pouvait être comparé qu'au *Discours de la méthode* de Descartes¹.

MATÉRIALISME HISTORIQUE ET STALINISME

Staline y exposait tout d'abord que le marxisme ne devait pas être pensé comme un humanisme, susceptible de fonder le rêve d'une société meilleure, mais comme une « science » dont le parti communiste était le seul héritier légitime. Après ces remarques générales, Staline expliquait que Marx aurait découvert le secret des « lois de l'histoire », en démontrant que l'évolution de l'humanité

était fondée sur le développement des forces productives, qui aurait amené toutes les civilisations à passer par cinq stades fondamentaux : la commune primitive, l'esclavage, le régime féodal, le régime capitaliste et le régime socialiste. Par ce texte, Staline s'attachait à démontrer que si la marche vers le socialisme était inéluctable, elle ne pouvait se faire par la révolution permanente, mais par le respect, sous l'autorité du Parti communiste, des « lois naturelles » de l'histoire qui imposaient de ne pas brûler les étapes.

La définition de ces « cinq stades fondamentaux » eut d'autant plus de succès dans les milieux ouvriers qu'elle ne constituait qu'une nouvelle version de l'économisme que les dirigeants de la Seconde internationale avaient développé à la fin du XIX^e siècle. Soucieux de rejeter la violence révolutionnaire, ils avaient déjà invoqué les « lois naturelles » du matérialisme historique, en affirmant qu'elles conduiraient d'elles-mêmes l'humanité vers le socialisme, ce qui rendait la révolution superfétatoire. La conception stalinienne de l'histoire ne constituait ainsi

qu'une resucée des vieilles lunes du révisionnisme social-démocrate qui, comme l'avait déjà souligné Lukacs², visaient à passer à la trappe le caractère éminemment révolutionnaire de la dialectique marxiste.

SUR LES SOCIÉTÉS PRÉCAPITALISTES : UNE NOUVELLE ÉDITION DU TEXTE DE MAURICE GODELIER

Les Éditions sociales ont publié en 2022, une nouvelle édition augmentée du recueil de textes de Marx et



Maurice Godelier en 1977.
© Werner/bh / CC BY-SA 3.0

Engels *Sur les sociétés précapitalistes* que Maurice Godelier avait fait paraître en 1970³. Si Maurice Godelier a depuis lors beaucoup évolué, son ouvrage est en revanche resté un classique, dans la mesure où il a constitué une rupture épistémologique au sein du marxisme. Godelier a en effet été le premier à dénoncer à une large échelle « *la contrefaçon dogmatique qui passa, pendant toute une époque, pour le marxisme* », en affirmant que l'idée que toutes les civilisations humaines aient été amenées à passer par les « *cinq types fondamentaux de rapports sociaux* » était totalement étrangère à la vision de Marx et Engels. Afin d'en faire la démonstration, Godelier donnait, à la suite d'une longue introduction générale, la totalité des textes écrits par Marx et Engels sur les sociétés précapitalistes. Ces centaines de pages démontraient, sans la moindre ambiguïté, que la pensée de Marx n'avait rien à voir avec la caricature qu'en avait donnée Staline, mais aussi ses épigones qui tenaient à l'époque le haut du pavé.

Dans la préface de la réédition de son ouvrage, Godelier, qui après avoir été militant du PCF l'avait quitté en 1968 lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie, rappelle les fondements de cette rupture épistémologique. Il souligne l'importance qu'avaient eue, dans les années 1960, le schisme chinois et les débats que le maoïsme suscitait alors, en particulier au sein du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM), un important cercle de chercheurs marxistes en sciences sociales que le PCF avait impulsé pour tenter de contrôler l'éclosion de la pensée critique. L'influence de la révolution culturelle, mais aussi la traduction en 1964 de l'ouvrage de Karl Wittfogel sur *Le despotisme oriental*⁴, qui avait eu un grand écho chez les marxistes français, avait donné un nouvel essor aux vieux débats qui s'étaient développés à la fin des années 1920, sur la nature de ce que Marx avait appelé « *le mode de production asiatique* ».

Pouvait-il exister en Asie un autre chemin que celui qu'avaient emprunté les partis communistes européens? Telle était la question

à laquelle avait voulu répondre Staline avec son dogme des « *cinq modes de production* », qui visait à condamner l'idée que l'Asie aurait pu avoir une histoire et une structure différentes de celle de l'Europe. L'enjeu était alors fondamental, car en affirmant qu'en Chine comme ailleurs la société ne pouvait directement passer du féodalisme au capitalisme, Staline entendait affirmer que le Parti communiste chinois devait s'allier avec les nationalistes bourgeois pour avancer vers la construction du capitalisme, dans la mesure où il s'agissait d'un préalable indispensable à la construction socialiste. En publiant des textes comme la lettre alors peu connue à Vera Zassoulitch, dans laquelle Marx expliquait qu'il était tout à fait imaginable que la Russie puisse passer directement de la commune rurale au socialisme, sans jamais connaître l'expropriation capitaliste, Godelier démontrait que le stalinisme ne constituait qu'une grossière falsification du marxisme.

LE MARXISME N'EST PAS UN HISTORICISME

Si les débats sur « *le mode de production asiatique* » ont aujourd'hui perdu beaucoup de leur actualité, le livre de Godelier reste toutefois d'un intérêt majeur pour les études marxistes. Les textes réunis montrent tout d'abord la richesse de la méthode marxienne qui, loin de constituer une pensée dogmatique, se développait sur le mode de l'hypothèse, construite à partir de faits concrets et non de concepts abstraits. Dans un passage de *l'Idéologie allemande*, Marx et Engels expliquent ainsi que si la philosophie peut « *établir une synthèse des résultats généraux qu'il est possible d'abstraire de l'étude du développement historique des hommes, ces abstractions, prises en soi, détachées de l'histoire réelle, n'ont absolument aucune valeur* ». En d'autres termes, Marx considérait que la philosophie de l'histoire ne pouvait se substituer à la connaissance de « *l'histoire réelle* », avant de conclure que les « *abstractions* » philosophiques ne peuvent « *constituer une recette ou un schéma selon lequel on peut découper les époques historiques* ». On ne peut trouver

meilleure réfutation de la conception stalinienne de l'histoire.

Parce qu'il partait des faits, Marx a pu emprunter des chemins divers pour élaborer des textes dont la cohérence globale doit donc être retrouvée. Il est ainsi difficile d'analyser comme un tout les *Formen*, qui constituent le texte historique de Marx le plus développé, et l'introduction à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, deux textes qui datent de la même période mais offrent des clefs de lecture sensiblement différentes de l'évolution historique des sociétés humaines. Il convient donc de traiter avec prudence la pensée historique de Marx, en soulignant que bien que ses textes offrent aujourd'hui encore un remarquable gisement de jugements fertiles et d'approches théoriques fécondes, il serait vain de vouloir y trouver, même à l'état d'ébauche, un système d'interprétation global de l'évolution des civilisations humaines.

MARXISME ET FÉODALISME

Si, à l'exemple de Godelier, les anthropologues de la fin du XX^e siècle ont souvent recouru à Marx pour leur approche des sociétés précapitalistes, les historiens n'ont pas été en reste. Quelles que soient les réticences des praticiens de « *l'histoire réelle* » à se référer à une totalité conceptuelle, le marxisme a joué un rôle majeur dans les études historiques, comme en témoigne la récente publication en *open text* par l'Atelier du Centre de recherche historique des archives de la Société d'étude du féodalisme⁵, un cercle d'études historiques que le PCF avait mis en place en 1970, sous l'autorité de Guy Bois, son principal responsable à la Sorbonne. La publication de ces archives constitue une initiative éditoriale majeure, tant pour les études marxistes que pour la recherche historique, d'autant qu'elle est accompagnée de toute une série de textes et d'interviews dont l'essentiel est inédit. Ces matériaux montrent à quel point les grands noms qui ont fait l'historiographie française de la fin du XX^e siècle (Georges Duby, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie, Fernand Braudel, etc.) ont été nourris par le marxisme, qui a inspiré

leurs pistes de recherche les plus fécondes, en les amenant à penser une civilisation historique comme une « totalité concrète », où s'entremêlent économie, société, pouvoirs et religion.

Parmi ces travaux, il faut faire une place de choix à la traduction par Alain Guerreau, l'un des médiévistes français les plus féconds de ce dernier demi-siècle, de l'étude publiée en 2012 en allemand par le grand historien marxiste Ludolf Kuchenbuch sur *Marx et le féodalisme*⁶. Examinant l'ensemble des textes dans lesquels Marx parle du Moyen Âge – et non pas seulement les *Formen* comme l'avait fait Éric Hobsbawm⁷ – Kuchenbuch montre dans cet article que Marx utilisait un vocabulaire flottant, qui l'amenait à qualifier tour à tour la période de « féodale », « germanique », « teutonique » ou « chrétienne-germanique ». Ces imprécisions terminologiques ne signifient toutefois pas que Marx n'avait pas une idée bien précise de la société féodale. C'est d'ailleurs cette compréhension de la société médiévale qui a permis à Marx de rompre avec l'eurocentriste, comme l'a récemment montré Kevin Anderson de manière convaincante⁸. Marx connaissait suffisamment bien la société féodale pour comprendre que le concept de féodalisme ne pouvait être pas plaqué sur d'autres civilisations qui, à l'exemple de la Chine ou de l'Inde, disposaient de structures sociales bien différentes. Sa connaissance du Moyen Âge ne pouvait toutefois se fonder que sur l'état alors balbutiant de la médiévisque, ce qui rend certains de ses jugements obsolètes⁹. Ainsi, Marx et Engels ont été influencés par les conceptions, réfutées depuis près d'un siècle, de Von Maurer sur les *Markgenossenschaften* (les « communautés de marche »), qui avaient amené l'historiographie romantique à penser que les anciens Germains avaient originellement pratiqué une possession communautaire de la terre.

Si Marx s'intéressait de près à l'histoire du Moyen Âge, Kuchenbuch souligne en revanche qu'il n'a jamais cherché à définir la nature du féodalisme et ne l'a abordée qu'au miroir du capitalisme, en faisant

du Moyen Âge tout à la fois son antithèse et son origine. Ainsi, c'est lorsqu'il expliquait que le capitalisme avait séparé le travailleur de ses moyens de production, l'État de la société civile, le religieux du politique, que Marx en venait à parler du féodalisme pour expliquer qu'il les avait en revanche tous imbriqués. De la même manière, lorsque Marx évoquait la fétichisation de la marchandise, il constatait que si le capitalisme avait imposé une réification des rapports sociaux pour mieux en masquer la nature, le féodalisme en avait développé une approche transparente, en soulignant que « la dîme à fournir au prêtre est plus claire que la bénédiction du prêtre ». Marx ajoutait que cette transparence des rapports sociaux relevait d'une société où « le catholicisme jouait le rôle principal », une formule qui a grandement inspiré les développements récents de l'historiographie française sur l'Église comme « institution dominante » du féodalisme¹⁰.

Il n'est pas sans intérêt de constater que Marx a d'abord et avant tout évoqué le Moyen Âge dans ses chapitres sur la rente, dans la mesure où il voyait dans ce mode de prélèvement un reliquat du féodalisme, où la plus-value était prélevée sous forme de rente par un propriétaire foncier. L'appropriation privée, voilà ce qui selon Marx distinguait le féodalisme des modes de production « asiatiques », où la rente foncière se trouvait extorquée sous forme d'impôt par l'État. Pour Marx, le féodalisme reposait ainsi sur l'appropriation privée de la terre, à laquelle tout se trouvait subordonné, ce qui explique que le

serf était attaché à la glèbe, que la parenté seigneuriale était organisée sur la transmission de la terre ou encore que l'ordre seigneurial était fondé sur l'imbrication du pouvoir politique dans la possession foncière. Cette conception du féodalisme

comme une structure où l'homme et la terre ne faisait qu'un est sans doute l'un des héritages de Marx les plus vivants dans l'actuelle historiographie du féodalisme¹¹. □



602 pages, 22€

1) Joseph Staline, *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique*, Marseille, Éditions du PCF, 1937.

2) Georg Lukacs, « Le changement de fonction du matérialisme historique », dans id., *Histoire et conscience de classe*, Paris, Éditions de Minuit, 1960, p. 257-292 (édition

allemande originale : Berlin, 1923).

3) Karl Marx, Friedrich Engels, *Sur les sociétés précapitalistes*. Nouvelle édition augmentée, éd. Maurice Godelier, Paris, Les Éditions sociales, 2022.

4) Karl Wittfogel, *Le despotisme oriental. Étude comparative du despotisme total*, Paris, Éditions de Minuit, 1964 (édition originale : Yale, 1957).

5) <https://journals.openedition.org/acrh/23229>

6) Ludolf Kuchenbuch, *Marx und der Feudalismus. Zur Entwicklung des Feudalismuskonzepts im Werk von Karl Marx*, Berlin, Helle Panke, 2012 (Philosophische Gespräche, 24) ; pour la traduction française : <https://journals.openedition.org/acrh/25990>

7) Eric J. Hobsbawm, *Karl Marx, Precapitalist Economic Formations*, Lawrence & Wishart Ltd, Londres, 1964.

8) Kevin Anderson, *Marx aux antipodes. Nations, ethnicité et société non occidentales*, Paris, Syllepse, 2015.

9) *Sur les sources historiques de Marx*, v. Alain Guerreau, « Marx und das Mittelalter. Zur Frage seiner Quellen », dans Marx und der Feudalismus II, Berlin, 2012 (Philosophische Gespräche, 25), p. 5-36 ; je remercie l'auteur de m'avoir communiqué une version française de son texte.

10) Joseph Morsel, « L'ecclēsia, institution dominante du féodalisme : retour sur des malentendus » : <https://journals.openedition.org/acrh/27865>

11) C'est ce rapport à la fois personnel et réel que la tradition marxiste actuelle définit comme un dominium : Alain Guerreau, *Le Féodalisme*. Un horizon théorique, Paris, Le Sycomore, 1980, p. 179-184.



Réforme du RSA : toujours culpabiliser plus et surveiller plus les pauvres

Manifestation à l'appel des occupants du théâtre de l'Odeon contre la réforme de l'assurance chômage, Paris, 23 avril 2021.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

PAR ORIANE ORNAUX

Le Sénat a voté, avec le soutien du gouvernement, la mise en place d'une réforme du RSA qui est une nouvelle attaque contre les plus pauvres.

Le RSA, revenu de solidarité active, est né suite à une réforme du RMI, revenu minimum d'insertion. Il s'agissait de permettre à ceux qui étaient privés d'emploi et ne remplissaient pas les conditions requises par Pôle emploi pour être indemnisés de recevoir un revenu minimal pour survivre. Pour le percevoir, il faut donc « juste » remplir des conditions d'âge et de résidence en situation régulière sur le territoire français, depuis plus de cinq ans. Le piège, c'est que, selon les politiques départementales, il y a une application plus ou moins stricte de l'obligation d'insertion socio-professionnelle. Parce que oui, quand on ouvre son droit au RSA, on nous explique de façon claire qu'on a « des droits et des devoirs ». Le droit c'est d'avoir l'argent et un accompagnement socio-professionnel, mais le devoir c'est d'adhérer au dit accompagnement socio-professionnel. Eh oui, dans le système capitaliste, rien n'est offert aux plus pauvres sans contre-partie, pas même de quoi survivre ! Alors que le RSA remplace ce qui devrait être un droit social : le droit à une allocation chômage décente, pendant le temps nécessaire pour retrouver un travail

adapté, ou un salaire correct, payé par l'employeur, l'un comme l'autre avec un montant minimal égal au SMIC.

NOUVELLE MANŒUVRE CONTRE LES PAUVRES

Cette loi était déjà assez contraignante. Selon les départements et le service qui accompagne, les rendez-vous obligatoires peuvent aller de tous les trois mois à aucun. Et c'est là que le Sénat et le gouvernement ne sont pas contents. Comment ça, les pauvres ne sont pas contrôlés régulièrement partout ? ! Ne serait-ce pas des profiteurs/ses (pour 500 euros par mois...) ? !

Donc, les politiques des Républicains et le gouvernement ont avancé l'idée d'une réforme du RSA dans laquelle il serait prévu que les bénéficiaires doivent prouver qu'ils font 15 à 20 heures minimum par semaine d'activité en vue de leur réinsertion professionnelle. Ils donnent des exemples : ça peut être des ateliers, des stages, du bénévolat. Cette idée a été reprise largement par le Sénat dans la loi France Travail. Le gouvernement fait mine que cela lui déplaît mais c'est pour mieux l'appliquer discrètement. Concrètement, cela signifie une humiliation et

une stigmatisation pour les bénéficiaires de ce qui était un droit déjà minimal... et en plus, c'est du travail quasi gratuit qui est demandé pour quelques miettes. Une sorte d'esclavage moderne.

ENFERMER DANS LA MISÈRE

Cette politique est hypocrite quand on sait que les moyens ne cessent d'être réduits pour Pôle emploi et les services sociaux pour aider les pauvres à sortir durablement de leur précarité, et que les entreprises n'aiment pas embaucher ceux qui n'ont pas travaillé depuis trop longtemps (sauf si elles sont grassement aidées pour pouvoir généreusement les exploiter et les sous-payer).

Cette réforme est encore une fois discriminante pour les pauvres et les précaires. Non seulement elle ne les aidera pas à améliorer leur situation, mais elle les stigmatisera et les culpabilisera davantage. Et surtout, quand parlera-t-on des vrais profiteurs, les grandes entreprises et les grands patrons qui perçoivent les aides de l'État sans jamais rendre des comptes, sans jamais signer un Contrat d'engagement réciproque trimestriel, pour être sûrs qu'ils vont pouvoir se passer de ces aides à l'avenir ? □